

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

pour le socialisme

5 F

N° 40

SEMAINE DU 30 AVRIL AU 6 MAI 1981

1^{er} tour
de l'élection présidentielle

**PCF:
LA SANCTION
D'UNE POLITIQUE**



Progrès
de tous les pays,
pacifistes et réformistes
supprimés,
jusqu'au bout !
Dépense central
du Parti
L'Assemblée Nationale
républicaine

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 30 AVRIL AU 6 MAI 1981

- 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 2/1 659 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Progrès
de tous les pays,
pacifistes et réformistes
supprimés,
jusqu'au bout !
Dépense central
du Parti
L'Assemblée Nationale
républicaine

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

SOMMAIRE

4-5-6

politique

RECU DU PCF : SANCTION DE LA LIGNE MARCHAIS Avec 15,4 % des suffrages exprimés, le PCF réalise son plus mauvais score électoral depuis... mai 1936. Le recul est évidemment sensible dans tout le pays, avec des inégalités cependant : c'est ainsi qu'on observe que le PCF perd nettement dans ses bastions, mais aussi dans les régions où, dans les années 70, il était parvenu à développer son influence. Compte tenu des spécificités reconnues de l'électorat PCF, l'explication en terme de « vote utile » n'est pas complète : l'échec du 26 avril est aussi un cinglant désaveu de la ligne suivie depuis 1977-1978.



6-7-8

politique

PS : UN CADRE ANCIEN FACE AUX ASPIRATIONS NOUVELLES : A la différence du PCF, le PS s'est associé, parfois de façon spectaculaire, à toute une série d'initiatives de manifestations décidées par les nouveaux mouvements. Pourtant, de toute évidence, il n'est pas parvenu à y acquérir des positions solides. Il attribue généralement les causes de ce bilan contrasté aux limites de ces mouvements eux-mêmes. Mais il y a manifestement un problème de fond, qui tient à ses propres conceptions, à sa propre analyse, et à la place qu'il concède à ces mouvements. Il n'est pas sûr qu'il ait bien compris la portée des questions agitées en France depuis mai 68 !

10-11-12

enquête



LE TRAVAIL EN QUESTION : Nous commençons dans ce numéro une série d'articles sur une des remises en cause fondamentales qui traversent notre société aujourd'hui et qui concerne le travail tel qu'on nous l'impose, les relations qui y sont développées. Dans un premier temps, nous abordons la base même de cette contradiction, le travail réel, tel qu'il a évolué, de l'artisan à l'O.S. moderne.

13-14

immigrés

« NOUS VOULONS POUVOIR VIVRE EN FRANCE ! » Depuis le 2 avril, à Lyon, Hamed, un jeune Algérien menacé d'expulsion, un pasteur, et un prêtre, sont en grève de la faim illimitée. Ce qu'ils veulent ? La fin des expulsions qui frappent, pour un oui ou un non, les jeunes Algériens de la « deuxième génération ». Leur lutte reçoit un soutien très important : à Lyon, une manifestation de 5 000 personnes a affirmé la volonté que soit mis un terme à ces pratiques racistes.



15-16

inter

PAYS BASQUE : « PAS D'ISSUE DANS LE CADRE DE CETTE CONSTITUTION ». J.A. Barandiaran, membre du Comité Exécutif de Herri Batasuna, tire un bilan de l'application du statut d'autonomie à une partie du Pays Basque : tentative, de la part de Madrid, d'utiliser des partis tels que le Parti Nationaliste Basque, comme relais de sa politique répressive, quadrillage du pays, interdiction maintenue des organisations indépendantistes...



LES VERDICTS DU 26 AVRIL

L'ELECTION présidentielle n'est pas encore achevée qu'on connaît déjà deux de ses verdicts, prononcés par le premier tour : une condamnation sévère de la politique poursuivie depuis sept ans par Giscard d'Estaing, et une condamnation de la ligne développée par le PCF depuis quelques années. Telles sont les deux importantes leçons du scrutin de dimanche dernier. En toute hypothèse, elles ont valeur pour bien au-delà du deuxième tour, le 10 mai prochain.

Que la politique de Giscard ait subi un cinglant désaveu, cela ne fait guère de doute. Voilà un homme qui contrôle la quasi-totalité des grands médias, qui depuis des mois leur fait véhiculer l'idée d'une réélection sans problème, qui s'est servi à tout crin, pendant sa campagne, des moyens que lui confère le pouvoir, et qui, au bout du compte, obtient moins de voix, en chiffres absolus, qu'en 1974, et régresse de quatre points ! La nature même de l'élection présidentielle de ce point de vue a levé les ambiguïtés qui pouvaient subsister des législatives de 1978, par exemple, où le jugement sur Giscard était médiatisé chez les électeurs par la présence de députés aux positions parfois mal définies par rapport au pouvoir. Cette fois-ci, l'approbation de Giscard ne pouvait que passer par un vote sur son nom, chacun des autres candidats, et pas seulement ceux de gauche, axant leur campagne sur une critique explicite et acerbe du septennat. Quoi qu'il advienne le 10 mai, les voix recueillies par Chirac, ne peuvent assurément pas être considérées comme des voix giscardiennes, et ce n'est pas sans quelque raison qu'un hebdomadaire a pu titrer mardi dernier : « 71 % contre Giscard ».

Giscard, l'homme du chômage, de la vie chère, de la répression, a donc bel et bien subi une défaite à l'occasion de ce premier tour, et une défaite d'une suffisante ampleur pour que s'ouvre la possibilité de le voir battu définitivement le 10 mai au soir. Le total des voix de gauche obtenues dimanche est en effet supérieur à ce qu'il était le 5 mai 1974, alors même que la virulence des critiques adressées au pouvoir par ses rivaux de droite peut laisser supposer qu'une partie de leur électeur, fut-elle très infime, hésitera plus que de coutume à reporter ses suffrages sur le candidat réactionnaire resté en lice. Le deuxième tour s'annonce de toute façon extrêmement serré, mais le phénomène de rejet du président sortant crée les possibilités d'une victoire de Mitterrand.

La deuxième leçon importante de ce premier tour tient bien sûr dans l'ampleur — inattendue — du recul du PCF. Il faut remonter au mois de mai 1936, il y a quarante cinq ans, pour trouver un score aussi faible de la part du PCF. A deux exceptions près, la

Haute-Corse et la Lozère, Marchais perd des points dans tous les départements, dans toutes les villes. Le recul

est particulièrement sensible dans les bastions de banlieue — Marchais n'arrive par exemple qu'en troisième position dans son fief du Val-de-Marne, derrière Mitterrand et Giscard — confirmant en cela une érosion amorcée depuis plusieurs années déjà. Au moins significative est la dégringolade du PCF dans les régions où il avait réussi un début d'implantation notable dans le cours des années 70. La politique d'union de la gauche, avec en complément « l'ouverture » du 22^e congrès, avait en effet permis au PCF une poussée dans des villes ou départements jusqu'alors rétifs à son influence. Avec le PS et une image transformée, il avait ainsi pu conquérir un certain nombre de municipalités comme Bourges, Evreux, Reims ou Saint-Etienne. Les résultats du 26 avril montrent précisément un très spectaculaire recul partout où il avait progressé de 1972 à 1978.

S'agissant de la crise interne au PCF, du rapport de force au sein de la gauche, de la préparation des municipales de 1983, etc..., les conséquences de cet échec sont bien sûr multiples. Elles le sont d'autant plus que les raisons avancées par le CC du PCF pour expliquer le recul ne sont pas valables. A l'entendre, il ne s'agirait là que d'un phénomène conjoncturel, certains de ses électeurs (plus d'un sur cinq, et parfois un sur trois !) s'étant laissé abuser au point de voter « utile », c'est-à-dire Mitterrand, dès le premier tour. Certes, des électeurs traditionnels du PCF ont pu reporter leur suffrage sur Mitterrand, même s'il semble que dans d'autres cas, notamment en banlieue parisienne, certains aient préféré l'abstention. Mais, toutes les études en attestent, l'électorat PCF a ceci de spécifique qu'il refuse traditionnellement la logique du « vote utile », préférant se compter et faire masse autour du PC au premier tour avant que de voter — massivement — pour la gauche au deuxième tour. Marchais le sait bien, qui a largement joué sur cette tradition pendant sa campagne en faisant dépendre le « changement » d'un fort vote pour lui le 26 avril. Si l'on prend en compte ces traditions, si l'on prend en compte aussi l'érosion continue dans les bastions, si l'on prend en compte enfin le recul plus fort que la moyenne dans les « terres de mission », force est de considérer que le recul du PCF, loin d'être un simple phénomène conjoncturel dû à la nature de l'élection, est bel et bien la sanction de la ligne sectaire et sans perspective développée depuis la rupture de l'union de la gauche. Il est aussi la sanction des campagnes anti-immigrés et moralisatrices menées dans la dernière période. Même s'ils ne sont pas extrêmement sensibles sur le lieu même où ils se sont produits, « l'effet Montigny », ou « l'effet bulldozer de Vitry » ont joué sans conteste.

La direction du PCF, nous l'avons souligné, n'avait évidemment pas basé

le devenir de sa politique sur le résultat d'une élection présidentielle qui ne s'annonçait pas sous les meilleurs auspices. Il n'en reste pas moins que le résultat de dimanche, qui place Marchais comme le tout dernier de la « bande des quatre », pésera d'un poids certain dans les évolutions ultérieures du PCF. Le CC semble en être bien conscient, lui qui vient d'appeler à voter Mitterrand avec une prudence dans les critiques et la description des perspectives bien inhabituelle.

Sanctionnant Giscard et Marchais, le premier tour de l'élection présidentielle a aussi montré la pérennité d'un courant ancré à gauche, mais qui ne se reconnaît pas dans les propositions et les programmes de Mitterrand ou de Marchais.

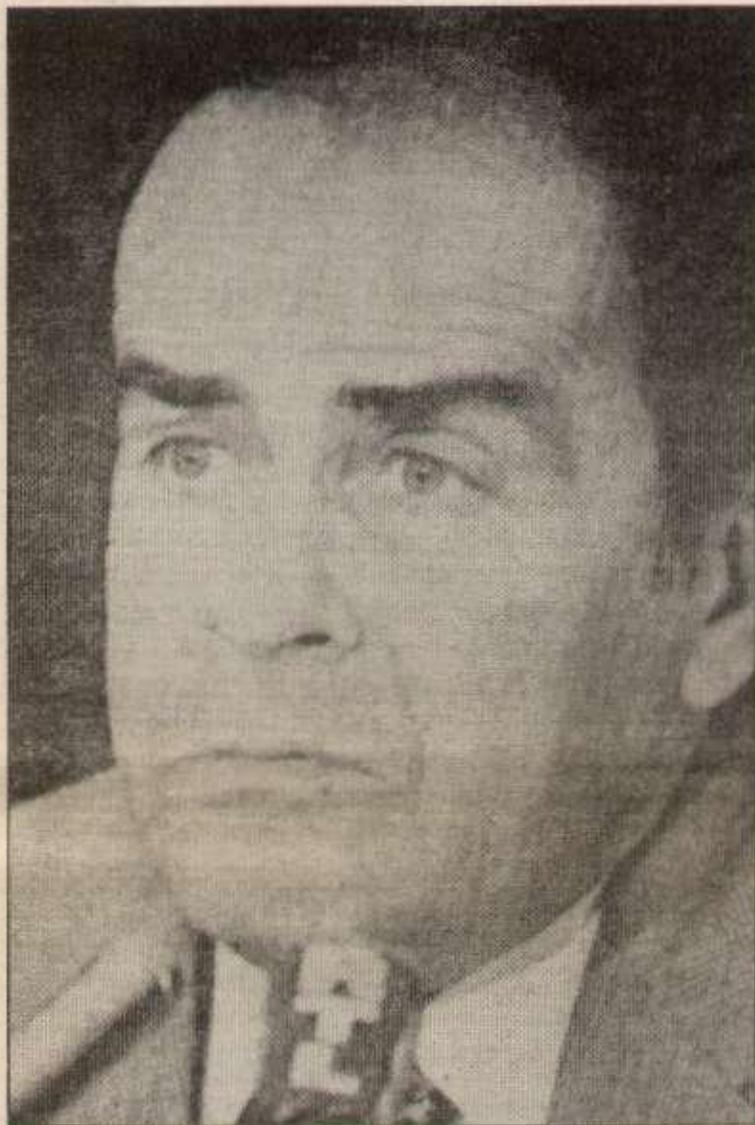
En 1974, les « petits candidats » de gauche obtenaient 2,69 % des suffrages. Cette année, avec Arlette Laguiller et Huguette Bouchardeau, ils obtiennent 4,40 % des voix, et la crainte de ne pas voir figurer Mitterrand au second tour leur a enlevé certains suffrages. Vu la configuration de l'élection présidentielle, on peut penser par ailleurs que toutes les voix de Michel Crépeau ne sont pas celles de partisans du « centre gauche » favorables aux compromissions avec le pouvoir.

De la même manière, il est sans doute une bonne partie des électeurs de Brice Lalonde — qui confirme la persistance électorale du courant écologiste — à se considérer nettement comme de gauche, pour autant que ce terme ne recoupe pas le simple acquiescement des positions du PS et du PCF. Il existe donc, potentiellement et même sur le terrain électoral, des centaines de milliers de personnes qui n'ont pas en commun que leur opposition au pouvoir en place, mais aussi l'aspiration à une autre manière de poser les problèmes, fondamentaux et à d'autres réponses que celle aujourd'hui apportées par les « grands » partis de gauche.

Les faits sont là. Alors que pendant des mois et des mois, l'idée a été si couramment répandue d'une victoire aisée de Giscard, tout démontre qu'il est aujourd'hui possible de le chasser du pouvoir et d'assurer par voie de conséquence la victoire de François Mitterrand. Battre Giscard, le premier tour le montre, c'est possible ! Indéniablement, un tel acte ne peut qu'être positif. Parce que cesserait enfin l'odieuse politique appliquée contre les masses populaires depuis sept ans, mais surtout parce que la période ouverte par le départ de Giscard ne pourrait qu'être propice au développement des luttes contre le patronat, et par-delà à l'émergence de cette gauche nouvelle dont même les résultats électoraux prouvent qu'elle existe à l'état d'aspiration chez tous ceux qui veulent changer radicalement la société, chez tous ceux qui savent bien qu'une élection ne fait pas le printemps.

Nicolas DUVALLOIS

Le recul considérable du PCF LA SANCTION DE LA « LIGNE MARCHAIS »



Par Nicolas DUVALLOIS

UN des faits marquants de ce premier tour de l'élection présidentielle aura, sans conteste, été la très spectaculaire chute du score du PCF. En obtenant 15,43 % des suffrages exprimés en métropole, Marchais perd 5,2 points par rapport au dernier scrutin réellement

comparable, celui du premier tour des législatives de 1978. Il n'existe qu'un seul exemple d'une telle rupture dans la carrière électorale du PCF : aux législatives de novembre 1958, qui avaient immédiatement suivi l'arrivée de De Gaulle, le PCF avait perdu 7,4 points en obte-

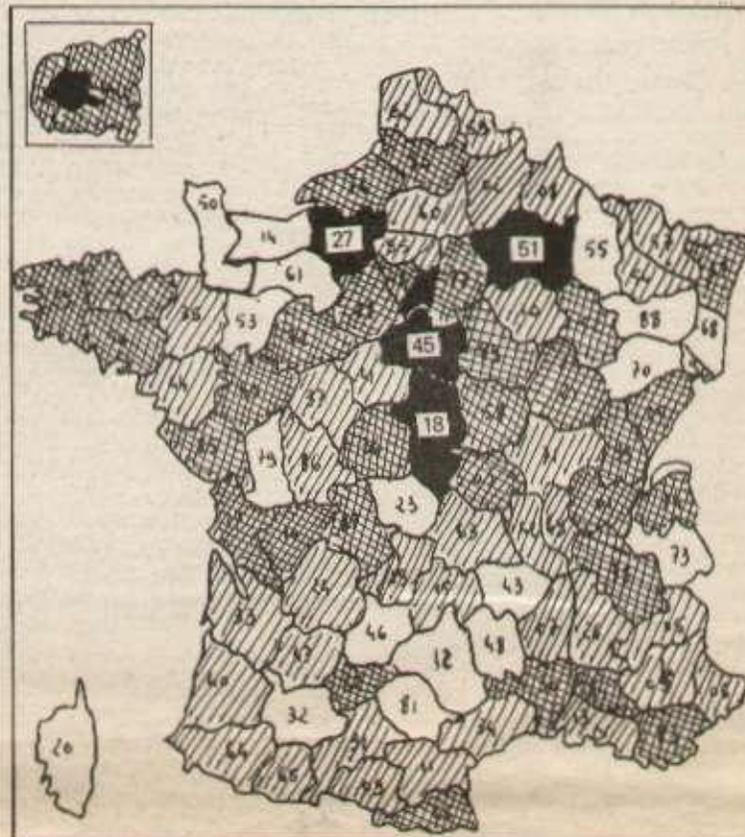
nant 18,5 % des suffrages, contre 25,9 % en 1956. Les conditions politiques étaient cependant notablement différentes, ne serait-ce que parce que le PCF restait alors, et de loin, le premier parti de gauche.

Le plus faible depuis 1936

Cette fois-ci, Marchais est distancé de plus de 10 points par Mitterrand, et son score s'inscrit dans un processus continu de régression. En 1969, le candidat du PCF à l'élection présidentielle, 21,5 % des suffrages. Aux législatives de 1973, le PCF obtenait 21,4 % en 1978, son score était de 20,6 % ; aux européennes de juin 1979, il était de 20,4 %. Cette fois-ci, avec ses 15,4 %, le PCF obtient son score électoral le plus faible depuis avril 1936, où il n'avait réuni « que » 15,3 % des suffrages. Il faut se souvenir à ce sujet que ce n'est qu'après le scrutin de 1936, et à la faveur des grandes luttes de l'été, que le PCF a acquis la dimension que nous lui connaissons.

Comparativement à mars 1978, la régression du PCF concerne l'ensemble des départements, à l'exception de deux : en Haute-Corse et en Lozère, Marchais parvient à maintenir les positions de son parti. Partout ailleurs, c'est la régression. Celle-ci est cependant loin d'être égale, comme l'indique le tableau 1, où nous avons fait figurer les 10 départements où le PCF obtenait ses meilleurs scores en 1978, et les dix où il obtenait ses scores les plus faibles.

Logiquement, on assiste ainsi à un resserrement de l'amplitude des scores départementaux du PCF. En 1978, il réalisait son meilleur résultat en Seine-Saint-Denis (38 %), et son plus faible dans la Mayenne (6,1 %). Les



+ de 35 % d'électeurs perdus
de 25 à 35 %
de 15 à 25 %
moins de 15 %

Les reculs du PCF par rapport à son propre électorat de 1978 (Moyenne nationale : - 25,2 %)

disparités tendent donc à diminuer, principalement par un net recul du PCF dans ses bastions électoraux.

1978 : un premier revers

Les comparaisons des scores obtenus en 1978 et dimanche

dernier ne suffisent pas à rendre compte des reculs du PCF, et des disparités de ceux-ci. Pour s'en convaincre, il n'est qu'à prendre l'exemple, sensible, de Paris. En 1978, le PCF y avait subi un premier revers, n'obtenant que 15,6 % des voix contre 17,9 % cinq ans plus tôt. C'est, on s'en souvient, à partir de cet échec électoral que la direction fédérale d'alors avait été mise en

Rapport de force PS-PCF le PS en tête dans 91 départements

Un des moindres enjeux de ce premier tour n'était pas d'apprécier l'évolution du rapport de force entre PS et PCF. En toute hypothèse, et s'agissant d'une élection présidentielle, Mitterrand devait arriver nettement devant Marchais. L'écart est cependant très nettement supérieur à ce que l'on pouvait prévoir : plus de 10 points.

Au-delà des évolutions politiques nationales, un tel écart aura forcément des répercussions dans les assemblées départementales et pour les prochaines municipales, en 1983. Les chiffres sont de ce point de vue éloquent : en 1973, lors des législatives, le PCF arrivait en tête de la gauche dans 35 départements. En 1978, il était encore en tête dans 22 départements. Cette fois-ci, seuls quatre départements (la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône, la Corrèze et le Gard) voient Marchais arriver devant Mitterrand.

Reculs du PCF dans ses bastions de 1978 et dans les départements où il est le plus faible.

Tableau 1	1978	1981		1978	1981		
Seine-St-Denis	38 %	27,3 %	- 10,7 points	Mayenne	6,1 %	5,3 %	- 0,8 points
Gard	33,8 %	25,1 %	- 8,7 points	Bas-Rhin	6,6 %	4,5 %	- 2,1 points
Haute-Vienne	33,8 %	24,3 %	- 9,5 points	Haut-Rhin	6,7 %	5,8 %	- 0,9 points
Cher	33 %	20,2 %	- 12,8 points	Manche	8,3 %	7,1 %	- 1,2 points
Bouches-du-R.	32,1 %	25,6 %	- 6,5 points	Lozère	8,4 %	8,4 %	
Allier	31 %	22,8 %	- 8,2 points	Deux-Sèvres	9,3 %	8,1 %	- 1,2 points
Somme	30,5 %	22,4 %	- 8,1 points	Ille-et-Vilaine	9,4 %	7,4 %	- 2 points
Pyrénées-Or.	30,2 %	20,9 %	- 9,3 points	Vendée	9,5 %	6,7 %	- 2,8 points
Pas-de-Calais	29,9 %	23,1 %	- 6,8 points	Orne	10,1 %	8,6 %	- 1,5 points
Val-de-Marne	29,4 %	21,4 %	- 8 points	Maine-et-Loire	10,2 %	7 %	- 3,2 points

accusation, donnant naissance à « l'affaire Fiszbin », dont les répercussions ont été profondes. Cette fois-ci, le PCF régresse encore dans la capitale, où il n'obtient plus que 9,2 %, soit une perte de 6,4 points. Mais l'échec est plus sensible encore si on prend en compte les pertes du PCF par rapport à son électorat de 1978 lui-même. On constate alors que 41 % de ceux qui avaient voté PCF en 1978 ne l'ont pas fait ce dimanche ! C'est indéniablement le record.

Dans les « terres de mission »

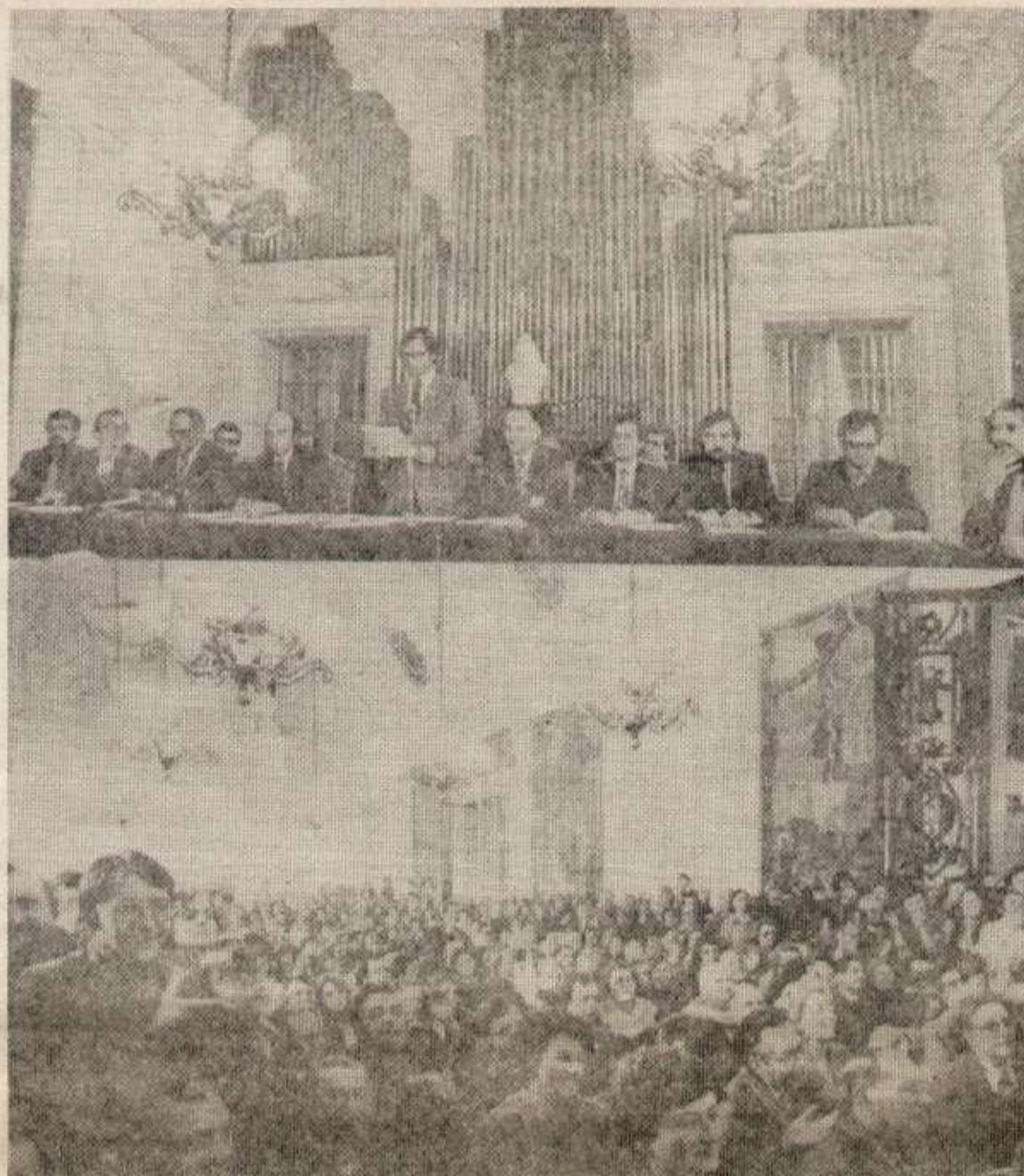
La carte ci-contre permet de se rendre compte, par départements, des reculs du PCF par rapport à son électorat. On constate que le refus d'un vote Marchais est loin d'être massif uniquement dans les bastions traditionnels du PCF. Hormis Paris, c'est dans le Cher, la Marne, l'Eure, le Loiret et l'Essonne que les pertes sont les plus sévères : plus d'un électeur PCF en 1978 sur trois n'y a pas renouvelé son vote. Il s'agit là de départements considérés par le PCF comme des « terres de mission », où il avait remporté des succès notables aux municipales de 1977 (Bourges, Reims, Evreux, Montargis, etc.) et où il s'était affirmé en progression dans les législatives de l'année suivante. En leur temps, ses succès avaient été attribués par la direction du PCF à une « bonne » application de la ligne du 22^e Congrès et à une conception « offensive » de la stratégie d'union de la gauche, lui permettant de s'implanter dans des départements jusqu'alors rétifs à son influence.

Le phénomène de repli dans les « terres de mission » n'est pas circonscrit à ces cinq départements : dans une moindre mesure, on le retrouve en Bretagne, où le PCF perd plus que la moyenne nationale, dans certains départements de l'Ouest, comme le Maine et Loire, la Vendée ou la Sarthe, dans le centre-est (Jura, Doubs, Ain, etc.). Beaucoup de ces départements semblaient s'ouvrir très progressivement au PCF, après lui avoir été longtemps vigoureusement hostiles. Il semble bien, après l'élection présidentielle, que tout soit à refaire, si toutefois c'est possible.

A l'inverse, les électeurs du PCF en 1978 ont été plus « fidèles » à Marchais dans les départements ruraux où son influence reste extrêmement faible. Dans la Manche, la Mayenne, les Vosges, ou le Tarn, par exemple, les scores du PCF n'ont pas connu d'évolutions très sensibles depuis 1967, enregistrant simplement de manière atténuée, l'érosion constatée nationalement.

Dans les « bastions »

Restent les « bastions » du PCF, notamment les banlieues



Reims : une réunion du PCF suite à la conquête de la municipalité en 1977. Depuis bien des difficultés sont apparues.

ouvrières. Le constat d'une nette hémorragie d'électeurs dans les « terres de mission » ne saurait en rien minimiser les pertes enregistrées dans ces points

forts. Le tableau 2, où figurent l'ensemble des villes de plus de 30 000 habitants en Seine-Saint-Denis, en porte témoignage.

Qu'il s'agisse du Val-de-Marne, ou des municipalités PCF de la banlieue lyonnaise, on retrouve à peu de chose près les mêmes chiffres de recul. Mais là encore,

Reculs du PCF en Seine-Saint-Denis, dans les villes de plus de 30 000 habitants.

Tableau 2	juin 1979	avril 1981	pertes en points	%, d'électeurs perdus
Bobigny	51,6 %	34,8 %	- 16,8 points	- 32,6 %
Bondy	28,7 %	19,7 %	- 9 «	- 31,3 %
Blanc-Mesnil	42,2 %	30,7 %	- 11,5 «	- 27,2 %
Aulnay/s/Bois	32,6 %	23,1 %	- 9,5 «	- 29,1 %
Drancy	54,5 %	39,7 %	- 14,8 «	- 27,1 %
Epinay	27,9 %	19,8 %	- 8,1 «	- 29 %
Livry-Gargan	25,2 %	17 %	- 8,2 «	- 32,5 %
Montreuil	42,4 %	31,2 %	- 11,2 «	- 26,4 %
Noisy-le-Grand	29,8 %	21,1 %	- 8,7 «	- 29,2 %
Pantin	32,4 %	22,6 %	- 9,8 «	- 30,2 %
Rosny/s/Bois	28 %	19,8 %	- 8,2 «	- 29,3 %
Aubervilliers	50,9 %	39 %	- 11,9 «	- 23,4 %
Bagnolet	47 %	36,1 %	- 10,9 «	- 23,2 %
La Courneuve	54,3 %	39,1 %	- 15,2 «	- 28 %
Gagny	27,6 %	18,3 %	- 9,3 «	- 33,7 %
Noisy-le-Sec	34,8 %	25,6 %	- 9,2 «	- 26,4 %
Stains	51,8 %	39,4 %	- 12,4 «	- 23,9 %
Saint-Denis	50,2 %	36,5 %	- 13,7 «	- 27,3 %
Saint-Ouen	46,2 %	34 %	- 12,2 «	- 26,4 %
Sevran	33,4 %	23,4 %	- 10 «	- 29,9 %
Ensemble du département	37,9 %	27,6 %	- 10,3 «	- 27,2 %

au sein de la régression générale, des disparités existent qu'une étude plus approfondie pourra expliquer. On notera ainsi que c'est à Gagny, municipalité gagnée en 1977, que le PCF perd le plus d'électeurs par rapport à 1978 ; Sevran et Noisy-le-Grand, les deux autres municipalités conquises par le PCF depuis les dernières municipales font apparaître, elles aussi, des pertes supérieures à la moyenne du département. Il est vrai que des villes comme Bobigny, fief du député, Président du conseil général, Valbon, et Bondy enregistrent pareillement des reculs considérables. A l'inverse, on remarquera qu'à Bagnolet, Stains et Aubervilliers, les pertes du PCF par rapport à son électorat, tout en étant fort importantes, sont cependant inférieures à la moyenne départementale. Peut-être les différents styles de gestion municipales sont-ils un élément d'explication de ces disparités.

Le « vote utile » n'explique pas tout

Après avoir constaté les reculs du PCF, il faut les expliquer. Dès dimanche soir, Marchais et d'autres dirigeants ont dressé leur ligne de défense : tout en ne niant pas l'ampleur de l'échec, ils l'attribuent au fait qu'un certain nombre d'électeurs habituels du PCF ont cette fois-ci préféré voter « utile » dès le premier tour, ne serait-ce qu'à cause des rumeurs diverses ayant circulé, la semaine précédant le vote, pour indiquer un possible dépassement de Mitterrand par Chirac.

L'explication en terme de vote « utile » est indéniablement corroborée par un certain nombre de faits : dans toutes les régions, le résultat de Mitterrand s'est vu gonflé par des voix venant selon toute vraisemblance du PCF. C'est le cas par exemple dans l'Hérault : dans ce département où le PS arrive traditionnellement en tête de la gauche, le PCF était parvenu, à la faveur des élections européennes notamment à supplanter son rival. Les choses sont rétablies cette fois-ci, Mitterrand « récupérant », notamment dans les villages viticoles, la majeure partie des voix « passées » au PCF en 1979.

Corroboré par les chiffres donc, le « vote utile » n'explique pas tout. Toutes les études électorales, dans toutes les régions, et quel que soit l'enjeu des scrutins, montrent en effet que l'électorat du PCF bénéficiait jusqu'alors d'une spécificité : celle justement d'être réticente à l'idée du « vote utile », les électeurs communistes préférant traditionnellement « se compter » au premier tour avant que de voter, non moins traditionnellement pour le candidat de gauche présent au deuxième tour, quel qu'il soit.



Les différentes opérations « coup de poing » menées notamment à propos de l'immigration ou de la drogue ont coûté à l'évidence des voix au PCF.

Changement de comportement de l'électorat PCF ?

Le fait que par centaines de milliers, des électeurs du PCF aient cette fois-ci modifié leur vote habituel, indique à tout le moins un changement important de comportement, qui ne peut s'expliquer que par une hostilité à la ligne développée par la direction du PCF. Les récentes opérations « coup de poing », s'agissant de l'immigration, de la drogue, ou du nucléaire ont

semble-t-il coûté des voix au PCF, comme le montrent les résultats de Montigny, ceux de Vitry (- 16 %) ou de Plogoff. Il ne paraît pas cependant qu'elles aient joué un rôle décisif sur les lieux mêmes où elles se sont développées. Par contre, combinée avec l'ensemble de la ligne suivie par la direction du PCF depuis trois ans, elles ont indéniablement contribué à diminuer l'audience de ce parti, dans ses bastions bien sûr, mais aussi, et surtout, là où depuis dix ans il tendait à s'implanter progressivement. De ce point de vue, le résultat du 26 avril 1981 ne peut qu'avoir de profondes répercussions.

Montigny-lès-Cormeilles « T'AS VU LA CLAQUE ? »

Montigny-lès-Cormeilles : rappelez-vous, la drogue, la délation. Sur les murs, une affiche représentant le maire Robert Hue en compagnie de Marchais : « *Mon candidat est aussi le vôtre* ». C'est donc avec intérêt que l'on suivait les résultats dans la petite mairie de Montigny. Vers 21 heures, des militants du PCF arrivent, se saluent : « *T'as vu la claque ?* »

A cette heure-là, la claque c'est seulement l'estimation sur le plan national : 16 % attendus pour le PCF. Et la question : va-t-on reculer autant ici ? Le maire fait grise mine. Peut-être pense-t-il déjà aux problèmes qui vont se poser pour les municipales. Au fur et à mesure que la soirée avance, les bulletins

Marchais apparaissent à peu près à égalité avec les bulletins Mitterrand, alors que le PCF est traditionnellement nettement plus fort.

C'est à M. Hue que revient l'honneur de proclamer les résultats : avec 1 387 voix sur 6 186, Marchais fait 22,4 %... contre 31 % pour le PCF aux législatives (30 % aux européennes). Il passe derrière Mitterrand. Silence dans la salle. Un Ignymontain qui s'y connaît prévoit des empoignades en perspective. « *Robert Hue, après l'affaire de la drogue se défendait en disant : je suis maire parce que je représente le parti de gauche le plus fort sur Montigny. Cette fois, le rapport est inversé. On va en parler lorsqu'il s'agira de savoir qui sera maire en 1983* ».

PS : UN CADRE ANCIEN FACE AUX ASPIRATIONS NOUVELLES

Depuis Epinay, en vertu d'une stratégie élaborée par son premier secrétaire, le Parti Socialiste a essayé d'amalgamer à son développement un ensemble de forces et sensibilités dont il entend réaliser la synthèse, et qu'il prétend faire cohabiter dans ses propres rangs autour d'un projet initial.

Vaste ambition qui a pu séduire, apparaître comme novatrice et de nature à rompre l'émiettement des différents secteurs de contestation de la société capitaliste.

Le fait est qu'aujourd'hui, l'objectif n'est pas encore atteint, et pour des raisons de fond sur lesquelles nous donnons quelques éléments, nécessairement rapides.

Par Jacques WANDLER

A la différence du PCF, le PS s'est associé de façon parfois spectaculaire à nombre d'initiatives ou de manifestations décidées par les nouveaux mouvements. Pourtant, il n'est pas parvenu de toute évidence à y acquérir des positions solides.

Ses limitations sur le nucléaire, plus largement son discours « productiviste » ont refroidi depuis quelques années pas mal d'écologistes. Dans le mouvement de femmes, la progression n'a pas été spectaculaire. Du côté des radios-libres, on n'apprécie guère ses tergiversations sur la question du monopole. Enfin, hormis dans quelques associations de solidarité à dominante française, aucune percée ne paraît avoir été effectuée dans les mouvements de lutte des travailleurs immigrés.

Depuis les assises de 1974, la progression de son influence dans la CFDT est de même singulièrement restreinte. La composante syndicale de ces assises ne semble d'ailleurs pas forcément, pour une bonne partie au moins, très satisfaite de l'expérience effectuée : d'abord, parce que les blocages du fonctionnement par courants, ont verrouillé de façon parfois systématique l'accession à des postes de responsabilité pour les nouveaux venus. Ensuite parce que l'implantation dans les entreprises n'a pas été à la hauteur des engagements annoncés. Enfin et surtout, parce que la dynamique sociale dont étaient porteurs nombre de cédétistes a été finalement peu intégrée à la définition d'une perspective au-

togestionnaire assez précise dans ses objectifs comme dans ses moyens. L'engagement assez faible au premier tour de la confédération autour de Mitterrand, renvoie probablement au choix du candidat lui-même, mais aussi plus largement à l'expérience de 1978 où l'investissement de la CFDT dans la campagne ne s'est manifesté pas accompagné d'une prise en compte suffisante de sa propre réflexion.

Le secteur où le PS semble avoir rencontré le moins de réticence, est celui des associations à caractère national, du cadre de vie, des consommateurs, de l'expérimentation culturelle et sociale ou de l'éducation populaire : son influence y est plus ancienne au demeurant, mais le fait que la pratique municipale, en particulier depuis 1977, leur accorde une place plus significative n'est sans doute pas étranger à cet écho. Cela dit, il convient d'observer que rares sont les cas où cette pratique municipale est parvenue, au-delà d'un certain seuil, à donner une assise sociologique et numérique à ces secteurs, qui répondent à l'ambition de certains d'entre eux, de construire des formes de syndicalisme hors-entreprises : cette situation est, dans un certain nombre de localités, génératrice de bien des discussions.

Le bilan apparaît donc au total bien contrasté : s'il est vrai que l'avancée électorale du PS montre qu'il a amélioré de façon non négligeable son image de marque depuis 1971 (celle de la

SFIO était de toute façon absolument détestable...), s'il apparaît comme celui qui affirme la volonté la plus nette de prendre en compte la réalité de problèmes nouveaux posés en particulier dans les villes, il n'en reste pas moins qu'il ne parvient pas à bien couvrir, malgré les efforts importants effectués par les dirigeants comme sur le terrain, un espace assez vaste, qui reste soit distant, soit franchement critique.

Evidemment, au PS, on renvoie ces difficultés aux limites mêmes rencontrées sur ces différents terrains : apolitisme, particularisme, etc. Mais l'explication n'est pas satisfaisante. Il y a manifestement un problème de fond qui tient à l'analyse que fait le PS de la société française, à la conception qui domine chez lui de la politique, à la place qu'occupe le mouvement social dans ses propositions. Plus profondément, il n'est pas sûr qu'on ait bien compris au PS, la portée des questions agitées en France dans nombre de luttes depuis mai 1968.

Une orthodoxie de bon aloi

Le socle sur lequel repose la pensée politique aujourd'hui dominante dans le Parti Socialiste ne brille pas par sa modernité. Il se présente d'ailleurs lui-même comme prenant sa source et le cadre de son inspiration dans toute la tradition qui de Jaurès à Blum incarne le socialisme démocratique en France depuis le début du siècle.

Il est républicain, il est national, il est rationaliste : c'est à ce titre d'abord qu'il s'oppose au capitalisme qui menace les fondements de la démocratie, importe ses valeurs de l'étranger (aujourd'hui les USA), s'oppose au progrès ou le pervertit. Il entend à ce titre aussi incarner les « valeurs d'égalité et de liberté, de connaissance et de rigueur ». Il veut revivifier « les valeurs collectives qui s'effritent, au travail comme dans les mœurs, par le développement d'une véritable « morale de responsabilité ». (Projet socialiste)

Sur ces bases, il se veut profondément réformateur : la modification substantielle des rapports de propriété, la redistribution des richesses sociales

accaparées par les multinationales sont des actes de justice et de moralisation de la vie publique. C'est donc avant tout à partir de leur place économique dans le système que s'organise le jeu des acteurs sociaux, que se nouent les alliances, que se délimite de front de classes nécessaire au changement.

Mais, pour le PS, la connaissance retarde nécessairement sur l'existence : les conditions subjectives ne sont donc pas mûres pour de grands bouleversements. Il faut nécessairement passer par des phases intermédiaires où la restructuration de l'Etat et de l'économie, réduira par en haut et par en bas, les conditions pour que progressivement les hommes prennent en main des pouvoirs plus étendus.

Tout cela peut donc se résumer à l'addition : conquête et transformation de l'Etat plus transformation de la base économique. C'est à partir de cette tenaille qu'on peut envisager de réorganiser la société civile, vaste zone incertaine sur laquelle pèsent du fait de la domination capitaliste, le conservatisme, l'émiettement, et dans la période de crise actuelle, l'idéologie du repli.

C'est à partir de ce grand cadre que sont définies les propositions politiques bien connues

de ce parti : nationalisations, relance de la production par la consommation, justice sociale par action de l'Etat sur les prix, les salaires, les prestations diverses, etc.

C'est à partir de là enfin, qu'est développée au PS, la thématique autogestionnaire : décentralisation, régionalisation, démocratisation à l'entreprise, planification démocratique, extension des prérogatives associatives.

Quels pouvoirs nouveaux pour le mouvement social

Il est inutile d'insister sur le fait que les nationalisations, pas plus que la décentralisation, la régionalisation ou la planification ne présentent en elles-mêmes de caractère socialiste ou même progressiste.

Le PS l'a bien compris qui prétend transformer la forme et le contenu du pouvoir à tous les niveaux. Qu'observe-t-on ?

— Dans les propositions du PS, le mouvement social occupe toujours une place subordon-

née : il appuie la gauche au pouvoir, il lui fait connaître ses besoins, il manifeste ses revendications : c'est toujours par d'autres qu'est comprise, traduite et satisfaite sa volonté.

— Les lieux où s'exprime cette volonté, si décentralisés soient-ils, n'ont aucune autonomie. Ils sont en réalité intégrés au fonctionnement gestionnaire et à l'Etat, qui tranchent toujours en fin de compte.

— La masse des structures de concertation, de négociations, qui pullulent dans le Projet socialiste, n'ont jamais de pouvoir sur autre chose que sur leur zone immédiate d'intervention (atelier quartier...) ou dans leur domaine particulier (locataires, parents d'élèves...). La même observation vaut pour l'intervention des représentants de travailleurs dans les mécanismes de planification.

La participation concrète des citoyens à la définition de la politique est ainsi conçue comme l'addition de petits pouvoirs sectoriels à laquelle s'ajoute l'irrigation de tout le corps social par un vaste réseau de lieux d'assistance à des problèmes particuliers (écologie, femmes, handicapés, immigrés, etc.).

La séparation entre la prise en compte des intérêts immédiats et

la représentation politique, reste complète : or, que peut être la qualité et la portée d'une démocratie locale ou sectorielle, sans possibilité d'intervention constante sur les grandes orientations au moment et là où elles se prennent ?

Or, c'est précisément sur ce point qu'une sensibilité très vive est apparue depuis mai 1968 : le rejet massif du jeu politique traditionnel, où ceux qui votent ne peuvent faire entendre leur voix, où les choix sont médiatisés par des partis dont le programme est à prendre ou à laisser, l'aspiration à des formes plus directes de contrôle et de participation aux décisions, ne peuvent être réglés par la mise en place de structures sectorielles où l'individu social est découpé en travailleur, locataire, usager du transport, consommateur, etc.

Les solutions paraissent en vérité bien inadaptées.

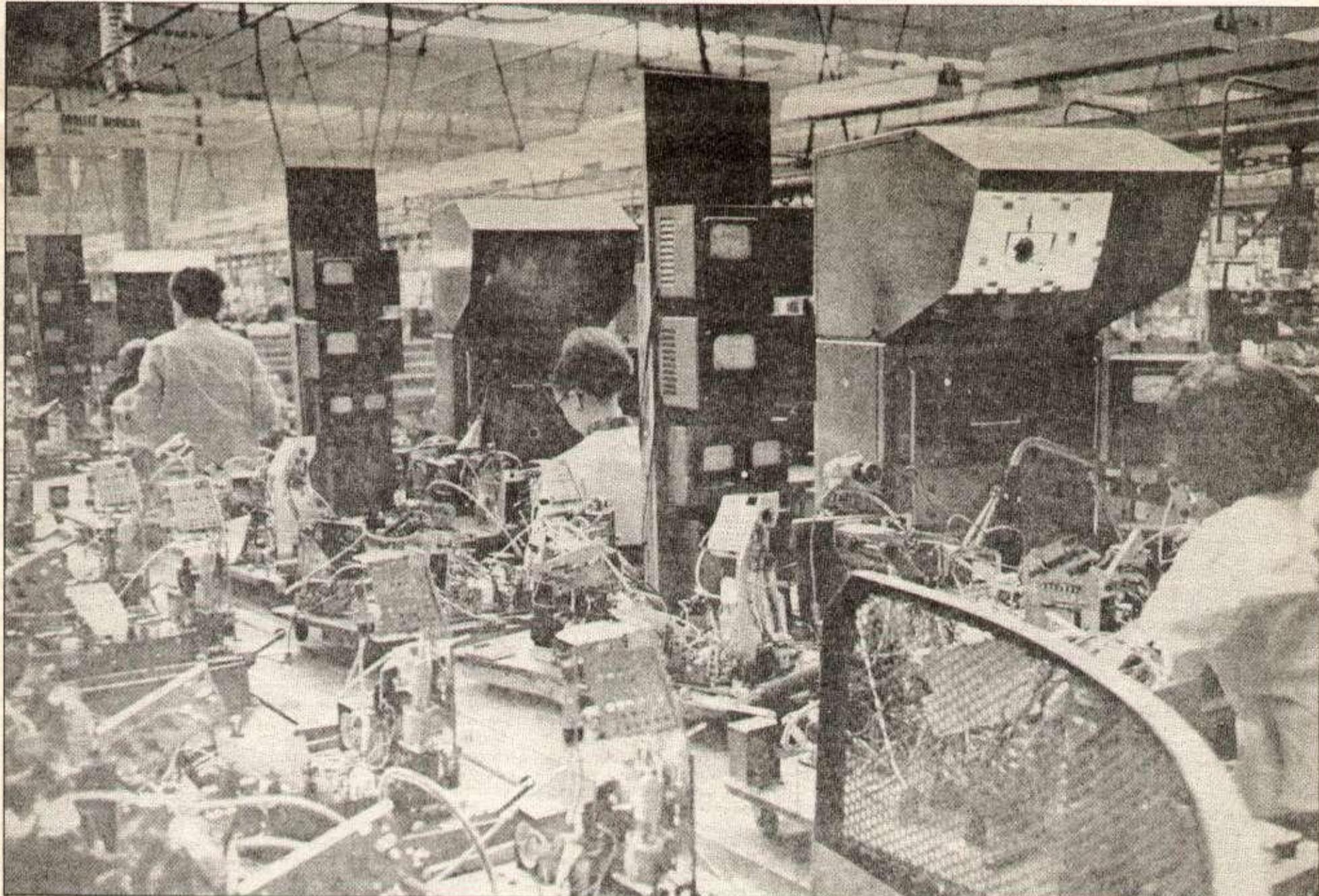
Quelles transformations dans le travail ?

Dans le même temps, aucune réponse sérieuse n'est apportée,

ni à court, ni à moyen terme, à la remise en cause de plus en plus massive du travail tel qu'il est organisé dans la société actuelle : rejet de la parcellisation et de la chaîne, refus de la division des tâches et de la séparation manuels/intellectuels, de la hiérarchie, remise en cause des gigantesques collectifs de travail qui tuent l'initiative. Tout se passe en réalité, comme si ce problème des écarts, posé dans mille et une lutte depuis dix ans, était un problème inactuel, à résoudre dans une étape si lointaine qu'on ne pourrait le considérer comme essentiel ; l'organisation de la production dans les usines et les bureaux, ne figure d'ailleurs pas dans la liste des prérogatives accordées aux conseils d'unité ou de groupe par le PS, qui les limite à la gestion, aux investissements et à la planification : la revendication des conseils d'ateliers de la CFDT s'est ainsi transformée en peau de chagrin, puisqu'elle est ici limitée au regroupement des représentants des travailleurs sur des questions particulières (cantine, sécurité, etc.)

Les problèmes fondamentaux posés par l'introduction du nucléaire ou de l'informatique, en particulier les conditions du contrôle collectif sur ces techni-

Le PS n'apporte aucune réponse sérieuse à la remise en cause de plus en plus massive du travail tel qu'il est organisé dans la société actuelle.



ques, sont traités de façon superficielle. C'est toujours mieux au demeurant que la réflexion sur les rapports entre la robotique et le savoir ouvrier, qui, elle, ne paraît pas avoir été entamée.

Quels changements dans la vie sociale

Enfin, et d'une manière plus générale, l'aspiration à une modification des relations sociales qui caractérise toute la société française au point d'être devenue une banalité de sociologue, ne semble pas non plus constituer pour le PS un levier potentiellement très fort de transformation de ce pays. La volonté de communication sociale, de rupture avec une situation où la vie des individus est fractionnée en autant de moments sans unité, ne serait-elle qu'une abstraction sans portée pour la définition d'un projet de société ? Peut-on passer cette volonté à la moulinette d'une logique qui ne répond que terme à terme à ses manifestations ? Or, c'est bien comme cela que procède dans tous les cas le Parti Socialiste.

A la manière de Clémenceau, il met en place une commission de concertation, même un petit centre de décision, pour chaque problème : les immigrés, les femmes, les jeunes, les vieux, les handicapés... Mais ces mesures ponctuelles, pour bonnes à prendre qu'elles soient, ne répondent pas à l'ampleur de la question soulevée par tous les mouvements sociaux depuis des années : les écologistes, les féministes, les régionalistes, les radios-libres et aussi les syndicalistes vont bien au-delà. Ils tentent d'inventer des solutions, de résoudre les dégâts causés par le capitalisme qui a détruit dans tous les aspects de la vie, les collectifs où la communauté de pratique pouvait susciter une réflexion et un effort de leur participants. A la société qui a séparé de manière absolue temps de travail et temps de loisir, vie sociale et vie familiale, isolé les générations, tracé un mur entre la ville et la campagne, on ne peut opposer qu'une dynamique globale de traitement de ces questions, pour faire avancer chacune d'entre elles. Mais cela n'a pas l'air d'émouvoir les rédacteurs de programme au Parti Socialiste. Pourtant, à une petite échelle, l'expérience des



municipalités devrait être instructive : pourquoi ne parviennent-elles pas en effet à mobili-

ser durablement dans les commissions extra-municipales, au-delà d'une frange très délimitée de gens concernés ou spécialisés, malgré tous leurs efforts ?

Le PS retarde sur la vie

Certes, comme tout le monde, le PS a bien vu le surgissement d'aspirations nouvelles, et les modifications apparues dans les comportements sociaux depuis 1968. Mais cela n'a pas suffi, apparemment, à modifier le cadre de ses analyses. En réalité, la place subordonnée qu'il accorde aux phénomènes de la société civile, l'amène à considérer comme secondaires, voire politiquement incertaines, *a priori*, des formes de remise en cause du capitalisme qui ne se situent pas d'emblée dans la perspective de la conquête de l'Etat ou dans celle d'une modification des rapports de propriété.

Il ne les a comprises que comme les indices d'une crise des valeurs anciennes, s'exerçant secteur par secteur sans virtualité stratégique ou alternative. Il n'a pas vu en quoi elles étaient porteuses d'un dépassement critique de la perspective qui assimile le socialisme à une simple occupation de l'appareil d'Etat et à une simple modification des formes de la propriété. Il n'a pas saisi le lien profond qui unit potentiellement les contestations apparues depuis plusieurs années : l'aspiration à la reconstruction de communautés qui puissent modifier en profondeur les rapports au travail, au pouvoir, et les relations sociales. Englué dans l'économisme et le républicanisme de gauche qui interprète le vote comme la forme suprême de la conscience sociale, il est incapable de comprendre le rôle irremplaçable des luttes dans tout processus de prise de responsabilités par les travailleurs, et dans l'apparition



de collectifs sociaux qui constituent de réelles alternatives à la forme dominante de la politique, et à l'organisation actuelle de la vie.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions, que retardant de telle manière sur la vie, les vieilleries politiques du PS, même modernisées n'aient pu séduire ce qu'il y a de plus vivant dans le mouvement social.

Cette impuissance ne poserait en elle-même aucun problème si derrière le vide des mots et le caractère tronqué des propositions concrètes n'était appelée à resurgir une autre logique plus familière au Parti Socialiste, celle de la gestion sous des formes renouvelées du système existant.

Et dans cette logique là, si le Projet socialiste offre aux travailleurs des leviers supplémentaires pour porter plus loin les aspirations surgies dans les luttes de ces dernières années, il ne leur donne, à y bien regarder, que de piètres garanties.

Dans les propositions du PS, le mouvement social occupe toujours une place subordonnée : c'est toujours par d'autres qu'est comprise, traduite et satisfaite sa volonté.



POUR BATTRE GISCARD, POUR UNE GAUCHE NOUVELLE

Meetings du PCR

LYON

Mercredi 22 avril, 200 personnes ont participé au meeting-débat organisé par le PCR sur le thème « *Il faut battre la droite mais rien ne changera vraiment sans une gauche nouvelle* ». Des luttes et initiatives unitaires et de masse sont une condition de changement. C'est ce qu'à expliqué au début de ce rassemblement une intervention du comité de soutien aux grévistes de la faim : à Lyon, un jeune immigré, un pasteur et un prêtre font depuis près de trois semaines une grève de la faim pour obtenir la publication d'un décret qui interdise l'expulsion des jeunes immigrés nés en France ou y ayant passé la majeure partie de leur vie. Un soutien actif et massif se développe autour de cette lutte, un premier recul de la bourgeoisie se fait déjà sentir.

A Lyon, comme ailleurs, les travailleurs doivent faire face aux conséquences de la crise : licenciements, vie chère, atteinte en tous genres aux libertés, etc. Un montage diapositive a retracé ce qu'il en est sur l'agglomération et comment dans des luttes et initiatives, les travailleurs s'organisent, ripostent, concrétisent le mot d'ordre : « *Débatte, unir, lutter* » : manifestations unitaires et de masse contre la répression, unité syndicale systématique dans des entreprises, regroupements d'organisations, d'associations sur les problèmes de l'immigration, du chômage, du logement, mobilisation et soutien aux luttes des peuples, le potentiel de lutte se manifeste, existe, montre qu'il est possible de surmonter les difficultés, une gauche nouvelle peut voir le jour. Sont ensuite intervenus un représentant « *d'Ecologie Aujourd'hui* » et du PSU. Ce dernier après avoir rappelé le sens de la candidature Bouchardeau, a développé les positions et objectifs du PSU tels qu'ils sont exprimés dans le « *contrat présidentiel* » des revendications concrètes et urgentes, le développement de la démocratie, constituer une nouvelle solidarité internationale, penser un nouveau mode de développement de la société. Le représentant du PSU a indiqué que ces propositions s'adressent aux forces de gauche et d'extrême-gauche, aux nouveaux mouvements sociaux, afin de dépasser l'insuffisance de la gauche

classique, afin que se crée une gauche nouvelle par ses thèmes et par son mode d'organisation. Pour sa part, le représentant « *d'Ecologie Aujourd'hui* » a insisté sur le fait de rompre radicalement avec le mode de croissance actuel de la société, avec le productivisme. Il terminait son intervention sur la nécessité que se forge un nouveau rapport à la politique. Au centre de ce meeting-débat, l'intervention de Max Cluzot, secrétaire général du PCR. Traçant rapidement le bilan de Giscard, l'intervention souligne que celui-ci n'appelle qu'une seule conclusion : sept ans, ça suffit ! Après avoir rappelé la démarche du PCR dans le cadre de ces élections présidentielles, le camarade Max Cluzot a indiqué : « *Au premier tour, nous appelons à voter Huguette Bouchardeau, car sa candidature peut être une contribution à la nécessaire recombinaison de la gauche. Quant au deuxième tour, nous appelons à voter Mitterrand, sans aucune illusion mais parce que son élection peut débloquent la situation et favoriser l'essor des luttes* ».

Au delà de ces questions et sur le problème de la transformation révolutionnaire de cette société, le camarade Max Cluzot a développé son intervention : « *Depuis 1968, des questions, des luttes, des pratiques, des réflexions cheminent sur l'expression d'une contestation profonde et traduisent l'aspiration à une transformation radicale de cette société* ». A travers le rapport au travail « *la volonté de ne pas concevoir sa vie toute entière au service du travail* », à travers le rapport au pouvoir, « *comment participer aux choix, comment garder le contrôle de ce qui est dit et de ce qui est fait* », à travers les rapports inter-individuels et sociaux « *comment maîtriser l'information, l'environnement, penser et vivre de nouveaux rapports hommes-femmes* ». « *Ces questions sont présentes dans le PS, le PCF, les syndicats CGT-CFDT, dans le mouvement associatif comme à l'extrême-gauche. Et ce ne sont pas les vieilles réponses de Mitterrand et de Marchais qui peuvent y donner un réel débouché. Ce n'est pas en proposant des nationalisations ainsi que le fait le PCF, que d'autres relations sociales s'instaureront mécaniquement. La gauche retarde sur la vie, la vie n'attend pas.* »

C'est pourquoi la nécessité de forger une gauche nouvelle, de forger des réponses nouvelles, se fait jour aujourd'hui ».

Dans le débat, des questions sur l'influence de la lutte des écologistes, la place du Tiers-Monde, les nouveaux rapports qu'il faut développer dans ce sens. Des questions sur l'ampleur de la crise du PCF, la politique qu'il va suivre après les élections. Mais aussi que signifie la constitution d'une force politique par une démarche de recherche hégémonique : n'y a-t-il plus de contrainte de personne contre personne ? Comment passer du capitalisme au socialisme dans cette perspective ? Et encore que signifie une refonte du marxisme, une nouvelle définition de ce qu'est être révolutionnaire, marxiste aujourd'hui ? Ne faut-il pas en rester aux principes déjà énoncés depuis longtemps et qu'il faut réellement appliquer ?

Questions également sur la constitution de cette gauche nouvelle : avec quelles composantes, avec quelles organisations ? Comment les militants du PCF peuvent-ils y participer ? Comment cette gauche nouvelle peut-elle se situer vis-à-vis de l'Union soviétique ?

La discussion sur ces questions a permis d'éclairer avec netteté la profondeur de la crise du PCF et la situation difficile dans laquelle allait se trouver la direction de ce parti au lendemain des élections, favorisant la mise en place de cette nouvelle gauche. Il ne s'agit pas d'une crise passagère, de manifestations superficielles d'oppositions, mais bien fondamentalement d'une crise de perspectives. La discussion a aussi permis d'éclairer pourquoi la démarche marxiste-léniniste exigeait aujourd'hui, après une période de vérification des principes de dépasser cette situation et d'enrichir la théorie révolutionnaire à la lumière du développement du capitalisme aujourd'hui et des exigences de la révolution en France.

Ce meeting a permis de présenter les positions du PCR, une première confrontation, nécessaire, a pu se tenir sur l'émergence de cette gauche nouvelle. La réflexion est bien sûr à poursuivre, mais cette réunion a montré que les bases existent réellement de la naissance de cette gauche nouvelle.

NANTES

Le jeudi 23 avril à Nantes, la section du PCR de la ville organisait un meeting-débat sur le thème « *Rien ne changera sans une gauche nouvelle* ».

Une cinquantaine de personnes s'est réunie pour participer à ce débat. En introduction à la discussion, Charles Villac, membre du secrétariat politique du PCR exposait l'analyse qui ressort de l'examen des aspirations qui sont apparues au grand jour en 1968, continuant à travers la société française. Ces aspirations et les différents terrains de lutte qu'elles font naître définissent en fait un système nouveau de contradictions qui

comprend le rapport au travail, le rapport au pouvoir, les relations inter-individuelles.

Quelles réponses la gauche classique apporte-t-elle à ces questions ? Le moment politique ouvert n'implique-t-il pas la nécessité et l'urgence de regrouper les forces capables de peser sous formes de réponses politiques cohérentes sur ce système des trois contradictions énoncées plus haut ?

Le secrétaire de la fédération du PSU locale, qui participait à l'animation de la soirée a indiqué qu'il se retrouvait à 99,9 % dans les analyses présentées. Il a ensuite insisté sur l'urgence de construire cette gauche nouvelle.

Des interventions de responsables syndicaux, d'un militant du PCF, d'un militant anti-impérialiste, de militants d'extrême-gauche, indiquant

leur accord d'ensemble ou leurs interrogations sur l'analyse présentée, ont cherché à préciser la démarche qui devait maintenant s'engager pour avancer vers l'émergence de cette gauche nouvelle.

Quelles devront être les bases organisationnelles de cette gauche nouvelle, compte-tenu des composantes qui d'emblée apparaissent intéressées par cette proposition : composantes diverses apportant chacune des expériences particulières. Comment garantir un débat non réducteur, non schématique, et incluant toutes les sensibilités politiques concernées ?

Voilà le type de questions qui ont été abordées.

Rendez-vous a donc été pris pour que sur tous les problèmes soulevés ce soir-là, il y ait rediscussion, réflexion, contributions et avancées dans les propositions.

REIMS

C'est une cinquantaine de personnes qui se sont rassemblées à Reims à l'appel du PCR. La réunion a commencé par le témoignage d'une syndicaliste de la CFDT qui était, quelques jours auparavant en Pologne. Elle s'est poursuivie par l'intervention d'un militant du PSU qui a souligné, à son avis, le sens de la candidature d'Huguette Bouchardeau : « *Il faut battre la droite, c'est évident, pourtant ce n'est pas suffisant, il faut changer de politique... travailler à construire une gauche différente* ».

Le PCR, après avoir expliqué le sens de son vote à ces élections, abordait les enjeux politiques qui se présentent au-delà de ces élections : « *Une gauche nouvelle doit forger des réponses aux questions qui se posent depuis plusieurs années et élaborer un projet révolutionnaire de transformation sociale. Cette gauche nouvelle ne sera pas seulement un lieu de débat et de réflexion, mais aussi une force de propositions et d'actions politiques* ».

Dans le débat ont été abordées aussi bien des questions concernant l'échéance électorale actuelle que les prochaines, ainsi que les axes essentiels d'un renouvellement de la gauche en France.

THONVILLE

Dans cette municipalité gérée par le PCF en 1977, celui-ci n'a pas organisé de

meeting pour l'élection présidentielle. Le PS quant à lui a réuni quelques dizaines de personnes. Le meeting organisé par le PCR à deux jours du scrutin, a rassemblé plus de 50 participants. Après que furent présentées par le PCR les raisons du soutien à la candidature d'Huguette Bouchardeau, un militant du PSU a pris la parole. L'intervention du PCR, ensuite, analysa les racines de la crise de la société française et des aspirations qui cheminent depuis 68 avant de tracer les grands traits de notre conception du socialisme.

Le débat est revenu longuement sur les phénomènes de divisions qui existent tant à gauche que dans la société capitaliste aujourd'hui. A partir de là, la nécessité de l'émergence d'une gauche nouvelle a été abordée.

GRENOBLE

Le meeting-débat, organisé par le PCR, avec la participation du Comité départemental de soutien à la candidature d'Huguette Bouchardeau, a réuni une cinquantaine de personnes, de divers courants militants.

Les enjeux de l'élection présidentielle, le sens du soutien à la candidature d'Huguette Bouchardeau, ont été rappelés dans un premier temps.

Puis le débat a porté sur les perspectives que nous proposons au-delà même de ces élections. Quelle unité, sur quelles bases ? Autour de

principes communs, ou plutôt sur les bases de la gauche nouvelle, sur la prise en compte des aspirations qui traversent notre société aujourd'hui ? Cartel d'organisations, ou démarche convergente dans l'élaboration d'un projet politique commun prenant en compte ces aspirations ? Comment s'adresser aux différentes composantes potentielles de cette nouvelle gauche ?... Autant de questions qui ont donné matière à un riche débat.

PAU

Une soixantaine de personnes ont participé au meeting-débat organisé par le PCR : militants du mouvement associatif, syndicalistes CGT et CFDT, anti-nucléaires, militants anti-impérialistes, jeunes, inorganisés...

Dans le débat, nous avons été amenés à préciser notre référence au marxisme-léninisme, au maoïsme. « *Qu'entendez-vous par nouvelle gauche ?* » nous a-t-on demandé. Quel type de regroupement ? Ainsi des syndicalistes CGT de Pau, ont développé l'exemple des oppositions suscitées par certaines prises de position de leur centrale. La possibilité de réunir des militants de la gauche et de l'extrême-gauche, d'une façon positive, est donc bien à l'ordre du jour. La soirée s'est conclue sur un appel à créer sur Pau un lieu de débat pour que, quel que soit le résultat des élections présidentielles, cette nouvelle gauche encore dispersée puisse se rassembler.

Le travail en question

DE L'ARTISAN A L'O.S.

Parmi les grandes remises en cause qui traversent notre société aujourd'hui, le travail tel qu'il nous est imposé est en bonne place. Grèves des O.S. ces dernières années, mais aussi absentéisme ou « refus » du travail de la part des jeunes, sont autant d'indices de cette constation du rapport traditionnel au travail. C'est ce phénomène complexe que nous nous proposons d'étudier dans une série d'articles. Nous commençons dans ce numéro par ce qui constitue la base de ce rejet : la transformation du travail lui-même, à travers l'histoire de l'artisan à l'O.S. moderne.

Par Robert QUINSAT



L'artisan, un travailleur complet

La division sociale du travail, c'est-à-dire la répartition fixe des diverses activités de production entre les hommes est ancienne, nettement antérieure au capitalisme. Elle se manifestait au Moyen-Age par l'existence d'artisans effectuant chacun un métier bien précis : cordonnier, forgeron, tisserand, etc. Le propre de l'artisan est d'être à la fois propriétaire de ses moyens de production et travailleur productif. Ce qui n'exclut pas l'existence parfois de salariés, en nombre généralement restreint : les compagnons (ouvriers) et les apprentis.

L'artisan, dans son travail, est un homme complet : il décide de ses outils, de sa production, de sa gestion, c'est-à-dire de tout ce qui constitue aujourd'hui les attributs du capital. Ceci dans les limites assez rigides il est vrai, des règlements édictés par les corporations (groupement locaux d'artisans d'une même profession). Il est aussi travailleur, travailleur de métier. Le métier a

pour caractéristique de constituer une activité productrice complète : la matière première, arrivée plus ou moins brute, est transformée de bout en bout par le même travailleur.

Celui-ci, qui voit peu à peu l'élaboration se faire sans ses outils, conserve à chaque instant une vision d'ensemble du procès de travail. Il sait à quoi sert chaque opération, comment elle s'articule avec l'ensemble des autres, pourquoi elle est faite de telle matière et non pas d'une autre, etc. Donc, son activité, qu'il soit maître ou compagnon, est à la fois large, variée et complexe. Elle nécessite de longues années d'apprentissage, où en tant qu'apprenti il acquiert les secrets du métier et l'habileté. C'est là par exemple le rôle du Tour de France pratiqué dans certaines corporations : il s'agit d'apprendre les techniques de production dans leur diversité régionale afin de former un travailleur complet, apte à répondre à toutes les demandes.

dépendant de la gestion du maître. Il fut un temps où cette séparation a pu ne pas être trop rigide, dans la mesure où le passage du statut de compagnon à celui de maître était assez répandu. Ce passage se faisait par une décision de la corporation prise sur des critères essentiellement techniques (le compagnon candidat devant s'acquitter d'un « chef d'œuvre », preuve de ses compétences). Mais avec la croissance du salariat dans certains secteurs et l'affermissement du pouvoir des maîtres, cette possibilité de mobilité ascendante devient de plus en plus factice : sera maître le fils de maître. Ainsi, l'ouvrier à ce stade déjà, se trouve privé d'une partie du travail intellectuel, la gestion du procès de production.



Une première séparation

Il faut déjà noter, à ce stade, une première séparation entre le maître (artisan) et le compagnon. Le maître contrôle à la fois le procès de production (il gère

son atelier) et le procès de travail (comme ouvrier de métier). Le compagnon, en tant que salarié, ne contrôle que le procès de travail : pour le reste, il est

Capital et métier

Cette séparation n'a pas de conséquence immédiate sur le procès de travail proprement dit, pas plus que n'en a le développement du capital.

Cette époque, qui commence aux alentours du XVI^e siècle en Grande-Bretagne, voit le capital amorcer son essor. Il va d'abord s'emparer des industries textiles, et plus tard (fin du XVIII^e siècle) des industries métallurgiques, tout ceci dans un mouvement assez lent et progressif.

La première étape de développement du capital consiste simplement à prendre le contrôle d'artisans déjà établis dans le secteur, mais en difficultés financières. Les méthodes de travail en vigueur restent donc les mêmes : seul le type de contrôle et de propriété des moyens de production a changé. Ainsi le métier demeure la forme dominante du travail ouvrier, maintenant soumis au capital : il y a « soumission formelle » en ce sens que la production est appropriée par le capital, mais que le procès de travail reste contrôlé par l'ouvrier.

Et ceci ne va pas sans poser de problèmes au capital. D'abord parce que la maîtrise du procès de travail permet à l'ouvrier d'avoir une certaine indépendance dans la détermination de son rythme de travail, et donc de baisser la productivité. Ensuite parce que cette main d'œuvre est d'autant plus rare qu'elle est qualifiée (ce qui n'exclut pas le chômage — déjà ! — en période de crise) et par là peut exercer sur le capital une pression importante quant au montant des salaires, au temps de travail, à la localisation des entreprises...

C'est cette relative dépendance du capital au travail qu'exprime un patron du textile au XIX^e siècle : « Les ouvriers sont la force intellectuelle, instruite et disciplinée qu'on ne peut remplacer en une génération » (1) et qu'il faut donc tout faire pour s'attacher : lois contraignantes, salaires attractifs, etc.

Le capital a donc tout intérêt à faire disparaître ou au moins reculer le métier, cette entrave à son développement.

Manufacture et division du travail

Un premier moyen employé largement par le capital pour ce faire, c'est la division manufacturée du travail (par opposition à la division sociale) : c'est-à-dire la décomposition de chaque procès de travail en un ensemble d'opérations élémentaires, chacune étant confiée à un ouvrier spécialisé. Ceci dans le cadre de la manufacture ou du travail à domicile (très répandu, notamment pour le textile, jusqu'au XIX^e siècle). Il s'ensuit la création d'une catégorie nouvelle d'ouvriers, inconnue au Moyen-Age : les ouvriers non-qualifiés, « inhabiles ».

L'attribution d'un poste de travail à un ouvrier n'est pas le fruit du hasard, elle est fonction des qualités requises par le poste (force, ou rapidité, ou habileté, etc.) et que possède tel ou tel travailleur particulièrement. Ainsi

le travail parcellaire crée-t-il l'ouvrier parcellaire. Parcellaire par le champ étroit des connaissances requises ; parcellaire aussi par le corps que lui modèle son travail : l'ouvrier habile, employé à un poste en conséquence où il est assis toute la journée verra dépérir ses muscles, tandis que la fraction de son habileté qui est employée connaîtra une hypertrophie. Ainsi le développement des qualités du travailleur collectif se fait au détriment de ces qualités chez chaque travailleur individuel qui le constitue (perte de force, ou de rapidité, ou d'habileté).

Par la division du travail, l'ouvrier voit moins ses qualités physiques sollicitées (et donc moins développées). Ceci est encore plus vrai pour ses qualités intellectuelles.

La soumission devient réelle

En effet, l'ouvrier perd maintenant, après le contrôle du procès de production, le contrôle du procès de travail : en ce sens, et par la séparation travail intellectuel/travail manuel, la soumission de l'ouvrier au capital passe de son stade formel (lié uniquement à la propriété privée des moyens de production) à son stade réel (elle est inscrite dans l'activité même de l'ouvrier).

L'organisation du travail (nature et agencement des différents postes) et les méthodes de travail ne sont plus du ressort de l'ouvrier ; ces fonctions deviennent l'attribut du capital, au travers des ingénieurs et techniciens qu'il emploie à cet effet. Ainsi, « les puissances intellectuelles du travail se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres ». (Marx).



Le travail en question

Taylorisme et « O.S.T. »

Cette phase manufacturière du capital est surtout une réalité pour l'Europe des XVIII^e et XIX^e siècles. Les USA, suivant la même voie, vont aller encore plus loin avec le taylorisme, à la fin du XIX^e siècle. Avec « l'organisation scientifique du travail », Taylor approfondit ce processus : non seulement le champ d'activité de chaque ouvrier est restreint (faible nombre d'opérations à effectuer), mais il est en plus structuré par le capital. C'est-à-dire que les ingénieurs et techniciens employés au « bureau des méthodes » des entreprises établissent très précisément le type de gestes à effectuer par l'ouvrier et le temps qu'il doit consacrer à chacun. Cette méthode va connaître le succès que l'on sait, jusqu'à

envahir après 1945 le travail de bureau.

La division du travail et « l'O.S.T. » ont bien sûr des visées économiques : diminuer le salaire ouvrier par une baisse de la qualification, augmenter la productivité par suppression des « temps morts » du procès de travail, etc. Mais elles ont également une portée plus globale : au-delà du travail ouvrier, c'est l'ouvrier lui-même qui est visé. Il s'agit de faire de lui une machine programmée et contrôlée par le capitaliste et qui, en dehors de celui-ci (qui est maître des connaissances nécessaires à la production) n'est rien. C'est donc un rapport de dépendance qui tend à s'instituer, une perte d'autonomie de l'ouvrier.

Les limites du taylorisme

Mais du projet à la réalité, y a un pas. D'abord, par le fait que, même spécialisé, l'ouvrier continue à manipuler des outils et des matériaux qu'il doit donc connaître (ceci, bien que moins important, le reste encore, même avec le taylorisme). Ensuite par le fait que tout procès de production est le lieu permanent d'événements particuliers ou imprévisibles (matières premières de qualité inégales, usure et variété des outils...) auxquels, pour que la continuité de la production soit assurée, l'ouvrier doit savoir s'adapter par lui-même.

La déqualification de l'ouvrier est donc loin d'être complète. Il doit garder dans son travail, une parcelle d'initiative et de réflexion, restreinte certes, mais réelle. Ceci, allié à d'autres facteurs déterminants d'ordre économique (concentration des capitaux, concurrence) amènent la nécessité pour le capital d'un nouveau stade dans l'approfondissement de la soumission du travail au capital. Ce nouveau stade, le machinisme (ou sous sa forme moderne, le fordisme) intègre les « acquis » du taylorisme en même temps qu'il procède d'eux.

Le machinisme

« Dès que l'instrument, sorti de la main de l'homme et manié par un mécanisme, la machine-outil a pris la place du simple outil ». C'est ainsi que Marx définit la machine, montrant que son principe consiste à transférer l'habileté de la main de l'ouvrier à un mécanisme, c'est-à-dire au capital. C'est bien ce qu'exprime Ure, économiste bourgeois, en 1835 : « Le grand principe de la

manufacture moderne c'est, à travers l'union du capital et de la science de réduire le travail des ouvriers au simple exercice de la vigilance et de la dextérité » (2).

Ainsi le rôle de l'ouvrier se borne à servir la machine, à faire des opérations que celle-ci ne peut effectuer : il doit l'alimenter en matière à traiter et surveiller l'opération. Dans la manufacture (ou dans le taylorisme non

mécanisé), la séparation travail intellectuel/travail manuel s'exprime sous la forme de normes imposées par le capital : en ce sens, elle est subjective. Avec la machine, le capital objective, et donc renforce, cette séparation.

Ceci n'exclue pas l'existence de machines qualifiantes. Les premières machines introduites chez Renault par exemple, avant la Première Guerre Mondiale, sont des tours universels qui exigent une grande qualification de la part du travailleur. Mais peu à peu la tendance se révèle : les nouvelles machines sont plus spécialisées, et la complexité du travail décroît. C'est ce que reconnaît Louis Renault en 1931 : « Depuis la création de l'Ile Seguin, le nombre de professionnels a considérablement baissé » (3). Ce même processus se manifeste aujourd'hui dans des secteurs réputés « d'avant garde ». L'informatique par exemple, où la catégorie d'emplois qui aujourd'hui tend à croître le plus rapidement est celle des « perfo-vérifs », dont le travail consiste simplement à taper sur un clavier des informations déjà préparées.

Le travail sur machine

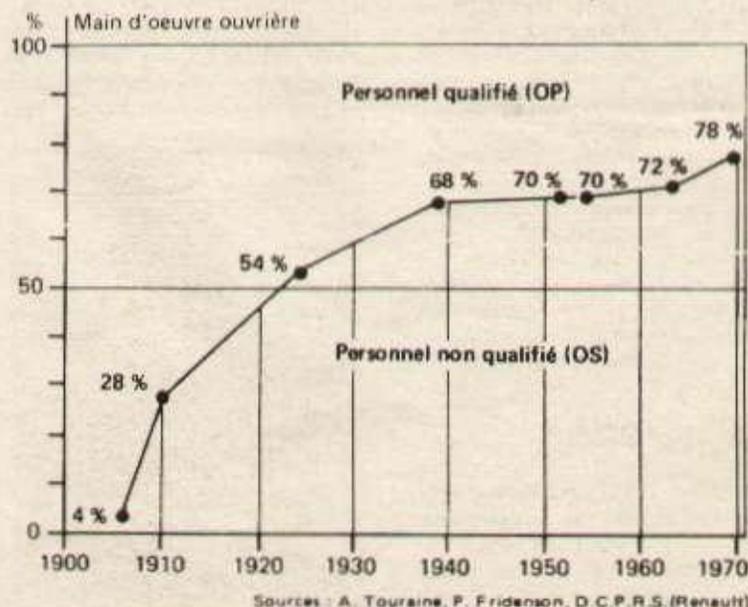
Le travail sur machine est donc globalement déqualifiant pour l'ouvrier de fabrication. D'abord par la restriction de son champ d'activité : car la machine est très spécialisée. Il s'ensuit la répétition de la même opération des centaines ou des milliers de fois dans la journée : d'où la monotonie. Ces caractères sont encore développés par le fordisme. Celui-ci, au plan de l'organisation du travail, peut être défini

rapidement comme une fusion de l'« O.S.T. » et du machinisme. Il aboutit notamment, par installation d'un convoyeur mécanique entre les différentes machines, à créer la chaîne de montage. La vitesse de cette chaîne est dictée par le capital qui, impose ainsi matériellement ses cadences à l'ouvrier. D'où une croissance de celles-ci. Voici ce qu'en disent deux O.S. : Renée (Moulinex) : « Ce que je



Composition du personnel ouvrier aux usines Renault

Evolution du rapport : $\frac{\text{Main d'oeuvre non qualifiée}}{\text{Personnel ouvrier}}$



Le travail en question



fais, un gamin pourrait le faire. Et pourtant, pour arriver à tenir la cadence, j'ai eu du mal ».

Henriette (radiotechnique) : « J'appuie et je pousse toute la journée. Plus de 5 000 pièces à l'heure, 32 par série, 161 séries en 60 minutes ».

A cela il faudrait rajouter d'autres traits touchant aux conditions de travail, spécifiques ou non du machinisme. Le bruit par exemple, ou plutôt les bruits, ces bruits mécaniques produits à intervalle régulier par chaque machine qui opère.

Ainsi toute l'atmosphère de l'atelier est à l'image du travail qui s'y fait : l'ouvrier se sent, et est, un élément de la mécanique d'ensemble, élément qui doit s'y insérer, s'y soumettre. C'est ce que montre avec une grande justesse Charlie Chaplin dans les *Temps Modernes*. Pauvreté, monotonie, cadences, absence de réflexion : cette conjonction d'éléments est la source de nombreuses maladies nerveuses présentes chez les O.S.

Bien sûr, tous les ouvriers ne sont pas des O.S. Certains travaux de fabrication réclament une plus grande formation, une capacité à décider de l'opération à effectuer (certains travaux de retouche par exemple), une connaissance de machines complexes, une habileté manuelle (cer-

tains travaux de précision). Il y a aussi les opérations d'entretien, de réglage et de réparation des machines qui, souvent, réclament de bonnes connaissances en mécanique, électricité, etc... et une certaine marge d'initiative.

Mais ces emplois, outre le fait

qu'ils sont minoritaires, constituent une cible pour le capital, qui les attaque. En créant de nouvelles machines plus précises, plus simples à manipuler. En subdivisant toujours plus le travail (par exemple en spécialisant chaque ouvrier d'entretien sur un seul type de machine).

Déqualification, résistance à la déqualification

Le chemin qui mène de l'artisan à l'O.S. est donc un processus de déqualification. Ceci est indiqué entre autres par les statistiques qui montrent bien, notamment en France depuis la Seconde Guerre Mondiale, une croissance de la part des O.S. dans la classe ouvrière. Ceci, bien que souvent la classification d'O.P. soit douteuse : fruit d'un rapport de forces dans l'entreprise, elle ne recouvre pas forcément une réalité du travail.

Ce processus de déqualification s'est fait par étapes : en passant par la division du travail, le taylorisme, la machine, et aujourd'hui la machine automatique. Ce processus est inégalitaire : plus ou moins rapide, plus ou moins avancé, se faisant par

des modalités parfois différentes d'un secteur à l'autre, d'un pays à l'autre.

Ce processus est d'autant moins linéaire que, fruit d'une volonté du capital, il s'est toujours heurté à une forte résistance ouvrière. C'est cette résistance, notamment à travers les grèves d'O.S. des années 70, que nous verrons dans un prochain article.

1) Cité par Benjamin Coriat : *L'atelier et le chronomètre*, Edition Christian Bourgois, 1979.

2) Cité par B. Coriat, op. cit.

3) Cité par Michel Freyssenet, *La division capitaliste du travail*, Savelli 1977

4) Cité par M.F. Pineau, *Les O.S.* Editions sociales, 1973



dans notre courrier

LES EFFETS DE L'AUTOMATISATION

Camarades,

Je vous écris suite au compte-rendu de Didier Delorme sur la conférence-débat de B. Coriat organisée par le GERM.

Je m'inscris en partie en désaccord avec l'ensemble de ce débat. Le désir de notre journal, étant de confronter les points de vue, il me paraît donc juste d'exprimer le mien.

Ceci à différents titres : d'abord par mon boulot : ouvrier électricien câbleur et dépanneur, sur divers procédés d'automatismes. Ensuite en tant que syndicaliste, ayant lutté près de 5 ans pour de meilleures conditions de travail, mais aussi face à la fermeture de mon usine. De plus ayant lu divers ouvrages : *Le mur du mépris*, *Travailler 2 heures par jour*, *Conditions de travail CFDT*, *La nuit des machines*, etc.

Voici d'abord mes points d'accord. Il est exact que les robots ne font pas tout ; ils ne font que ce qu'on leur impose par un programme, un ordinateur ou autre appareil de commande.

Ils ne peuvent pas « trier les boulons » c'est certain — et j'emploie cette expression que l'on emploie souvent, quand on ne sait pas quel travail donner à un gars.

B. Coriat dit également, que l'automatisme permet l'intérim, la déqualification, la sous-traitance. C'est vrai, mais je suis en désaccord avec les conséquences sur les licenciements (voir plus loin). Quant à l'explication sur l'emploi rendu précaire, c'est vrai également (avant licenciement) :

- transformations de la vie de l'atelier.
- travail en petites unités
- liens avec la maîtrise
- syndicats court-circuités
- concertation permanente (réunions d'atelier).
- casser les acquis de mai 68 contre les licenciements.

Voici maintenant mes désaccords.

L'emploi : l'automatisation licencie, c'est une certitude, les exemples sont nombreux, depuis quelques années. Tous les industriels qui tiennent le coup malgré la crise, modernisent : rendement, moins de personnel, (machines plus complexes). Renault est cité dans le texte... Chez Peugeot qui automatise à outrance (chaînes, robots, etc.), c'est carrément le double, qui va être rapidement licencié.

Il y a de plus en plus de sous-traitance ? C'est vrai. Mais quand un empire comme Peugeot, sous-traitant dans toute la région, automatise et licencie, alors il n'a plus besoin de sous-traiter. Résultat : le taux de chômage, qui était faible en Franche-Comté a dépassé la moyenne nationale à la rentrée de septembre (j'étais inscrit) et

les prévisions sont très alarmantes.

Que l'automatisme supprime des travaux pénibles est vrai, mais, à de nombreux endroits suppressions égale licenciements.

La boîte dans laquelle je travaillais antérieurement, a fermé, pour décentralisation. Usine soi-disant « vétuste » remplacée par une usine beaucoup plus moderne. L'étude a été à la hauteur du résultat : ateliers et stockages fonctionnels. De meilleures conditions de travail, mais des machines plus automatisées, plus rentables, plus rapides, etc. Tout ceci pour améliorer les cadences, ceci avec du personnel plus polyvalent et beaucoup moins payé. Patron prudent, face à la crise, qui a pris le temps de faire nombre d'essais dans l'usine où j'étais. Les syndicats et le personnel se plaignaient de tel ou tel secteur de l'usine trop bruyant... A la nouvelle usine c'est pareil... mais l'automatisme a supprimé les postes de travail (personne à l'étage).

Les dépanneurs ont été ramenés à l'atelier d'entretien — service à part de la production — personnel plus payé. Des dépanneurs moins qualifiés ont été mis en place — et moins payés — dépendant de la production (plus d'intermédiaire). Ce personnel est de plus en plus polyvalent, capable de remplacer une ouvrière absente, mais faisant aussi une partie du boulot de chef. En cas de grosse panne, s'il peut dépanner c'est plus économique, sinon on appelle l'entretien. Ceci avait bien sûr été testé à l'ancienne usine. Patron malin et prévoyant ? Pire, il s'agit d'un grand patron de l'alimentation industrielle... ses idées font école... (hélas).

En ce qui concerne ce qui était dit sur le savoir ouvrier, je pense que, si dans certains cas il reste effectivement stratégique, les patrons l'utilisent au plus rentable. Le texte parle des diplômés chez Renault, qui sont de plus en plus poussés. Pour des dépanneurs peut-être, et encore seulement dans certaines boîtes, mais dans la majorité des cas, on oublie toute la théorie pour ne plus être que des praticiens de plus en plus qualifiés au fil des années.

Il est vrai que dans la société actuelle, certains patrons étudient dans leurs meilleurs intérêts le savoir de l'ouvrier, d'autres préfèrent l'ignorer. Notre rôle de socialiste est donc bien de prendre en compte tous les savoirs (de l'ouvrier à l'ingénieur). Nous devons mener la lutte dans ce sens, afin que la machine améliore nos conditions de travail et de vie et lutter pour que celle-ci ne fasse pas de nous des chômeurs.

C.N. (Belfort)

Lyon, au 69 de la rue Pasteur. Dans les locaux du Centre Chrétien Universitaire, les trois grévistes ont entamé leur quatrième semaine de grève de la faim.

Sur les murs, les très nombreux télégrammes de soutien, les messages, les diverses prises de position de syndicats, partis et associations attestent de l'importante solidarité qui se développe en faveur de leur combat.

Ils entendent ainsi mettre un terme à la situation faite aux jeunes filles et fils d'immigrés nés en France. Ils réclament la reconnaissance pour ces jeunes du droit de vivre, étudier, travailler ici, de choisir le pays où ils veulent vivre.

Ainsi, le code des nationalités est aberrant pour les Algériens. Dans une même famille, frères et sœurs peuvent être, les uns Algériens, les autres Français. Tous ont pourtant leur famille en France, y ont fait leur scolarité et y ont leurs amis, et l'expulsion reste pour eux une menace. Tous les jours, des jeunes sont ainsi expédiés *manu militari* dans le pays de leurs parents où ils n'ont parfois jamais mis le pied auparavant. Cette « deuxième génération » est avant tout une génération sans droit, une génération exclue. Droit au travail et au logement refusé, problèmes scolaires, racisme, arbitraire policier, expulsions, oui, sans aucun doute. Et même si ces problèmes sont parfois ceux des couches les plus défavorisées des travailleurs, cette deuxième génération a le droit de se voir reconnaître son existence et l'ensemble de ses droits.

« Pas de double peine »

Entretien avec Jean Costil

► Quel est l'objectif de votre action ?

L'objectif est d'obtenir du ministère de l'Intérieur une circulaire stipulant que ne peuvent être expulsés du territoire français les jeunes étrangers vivant en France et/ou qui y ont passé l'essentiel de leur vie. C'est donc le problème de tous ceux dits de la deuxième génération.

► Les problèmes de la deuxième génération, qu'entends-tu par là ?

Le problème de ces jeunes étrangers, c'est d'avoir vécu ou d'être nés en France, de s'être trouvés dans certaines conditions sociales, humaines, psychologiques, culturelles, scolaires, d'habitation, etc. C'est la même chose que pour les enfants d'ouvriers dans les cités, mais avec en plus le racisme. Le résultat, c'est le rejet scolaire, la vie dans la rue, et c'est surtout le racisme, la crainte en perma-

nence du flic... A cette scolarité ratée, s'ajoute le fait d'être dans la rue, avec toutes les convoitises de la société de consommation à laquelle ils n'ont pas droit, et inévitablement, certains d'entre eux prennent la voie de la délinquance. Mais nous considérons que tout cet itinéraire n'est pas de la responsabilité de ces jeunes, mais d'abord du pays d'accueil.

Délinquance ? D'accord. Mais pas double peine ! C'est-à-dire : pas d'exclusion. C'est pourquoi nous demandons cette circulaire.

► Le mode d'action que vous avez choisi est une grève de la faim illimitée. Pourquoi ?

Comment en est-on arrivé là ? D'abord, Christian, depuis sept ou huit ans, suit de jeunes Maghrébins dans le quartier de Gerland. Il les a vu grandir et, une fois à leur majorité, se faire expulser les uns après les autres. Il y a donc d'abord une dimension affective et humaine.

« NOUS VOULONS POUVOIR VIVRE EN FRANCE »

Depuis le 2 avril, Hamid, jeune Algérien menacé d'expulsion, Jean Costil, pasteur, animateur de la CIMADE de Lyon, Christian Delorme, prêtre, sont en grève de la faim illimitée.

De notre correspondant à Lyon, Michel Bertel

Mais aussi nous avons constaté que plus personne n'obtient quelque chose au cas par cas, ni à la Préfecture, ni par les travailleurs sociaux, ni les personnes spécialisées, ni même les organisations de prêtres.

Puis, il y a ce que nous avons appris. Par exemple, nous sommes en contact permanent avec Rencontre et Développement, à Alger. Ils nous ont dit que :

1) Les motifs d'expulsion ne sont pas ceux que l'on dit. Par exemple, le Préfet de police parle de récidivistes.

On croirait entendre parler de dangereux bandits, alors qu'il s'agit le plus souvent de petits délinquants qui, à seize ou dix-sept ans, font partie des dossiers. A la moindre infraction nouvelle, c'est l'expulsion. Ainsi, ce sont plus de 220 dossiers de ce type qui ont été recensés. Il y en a beaucoup plus, mais, faute de temps, ils ne peuvent être tous examinés.

2) Plus de 8 sur 10 sont de retour en France, quoi qu'il arrive et coûte que coûte. Ce qui les transforme, avec la clandestinité, en des jeunes souvent prêts à tout.

C'est ce qui nous a amenés, Christian et moi-même, à penser qu'il fallait en arriver à une grève de la faim illimitée pour que soient alertés la population et le pouvoir politique.

Car il n'y avait plus rien d'autre à faire. Nous étions devenus impuissants. Les militants qui travaillaient sur ce secteur commençaient à se décourager.

Trois semaines après, on peut dire que l'analyse était bonne. Car le soutien lyonnais d'abord, et maintenant national, est considérable. L'écho de cette action redonne force à toutes sortes de regroupements disséminés dans la France entière.

Par rapport aux jeunes étrangers, ce qui est très important, c'est la pluralité extraordinaire des soutiens. Ce sont les syndicats CGT et CFDT, Jobert, Huguette Bouchardeau... Ce sont toutes les associations militant sur ce secteur, c'est aussi le Syndicat des Avocats de France,



Christian Delorme, au cours de sa grève de la faim.

les Eglises, qui nous soutiennent, le MRAP, la Ligue des Droits de l'Homme, la LICRA... Bref, toutes sortes de gens qui ne sont pas forcément ensemble quand il s'agit de lutter sur ce sujet ordinairement. Ce qui a été important, c'est le soutien, dès le début, de l'Eglise d'Algérie, ce qui a poussé l'Eglise de France à apporter son soutien beaucoup plus rapidement qu'elle ne l'aurait fait sans cela.

Il y a aussi les comités de soutien qui se sont mis en place à Paris et dans différentes villes. Et des contacts ont été pris à l'ONU avec la Division des Droits de l'Homme. Cette commission va remettre un mémoire à l'ambassadeur de France à Genève, ce qui a permis un écho dans la presse étrangère.

► Vous terminez ce soir votre 23^e jour de grève de la faim (1). Comment envisagez-vous la poursuite de votre action ?

Cette semaine, il y a eu un premier contact avec le ministère de l'Intérieur, qui a été tout à fait négatif, mais sans fermer la porte. L'attaché du ministre Bonnet disant : « La loi est bien faite, l'expulsion se fait après un examen minutieux et, de fait, il y a très peu d'expulsions de jeunes ».

Devant cette attitude, plusieurs personnalités parisiennes sont en train de prendre contact pour un nouveau rendez-vous avec le ministère au début de la semaine prochaine, en relation avec la commission de négociation. Par rapport aux présidentielles, où en est-on ? Le soutien de Mitterrand est total. Aucune réponse de Marchais et de Chirac. Mais ce matin, une lettre de Jean-Philippe Lecat qui dit le candidat Giscard donnera une réponse avant la fin avril sur cette question. Voilà où nous sommes aujourd'hui.

1) Entretien réalisé le 24 avril.

Ce que veulent les jeunes immigrés

Finie la discrimination ! Nous voulons :

L'égalité des chances à l'école. Nous sommes trop systématiquement refoulés vers les classes-dépotoirs. Le cycle long ou les études supérieures, peu d'enfants d'ouvriers les connaissent, nous encore moins.

La généralisation de la langue maternelle. Nous ne savons plus parler notre langue maternelle, nous désirons des cours de langue intégrés au système scolaire dès l'éco-

le maternelle, ceci pour préserver notre identité, et cela témoignerait d'une volonté d'échange entre nos cultures.

Une formation réelle. Nous ne voulons plus de stages-bidon pour nous retrouver au chômage.

Du travail aux jeunes immigrés. Parmi la jeunesse faisant les frais de la crise et du chômage, nous sommes encore une fois les plus défavorisés. Du boulot !

Non aux ghettos, oui pour vivre ensemble. Nous ne voulons plus être parqués dans des quartiers insalubres, des immeubles jamais entretenus. Nous ne voulons plus de ces foyers-boîtes à sardines, trop chers et ségrégationnistes. Nous voulons vivre dans de meilleures conditions, là où nous l'aurons choisi, dans un confort réel, et la création d'équipements sanitaires et sociaux mieux adaptés aux besoins.

Droit et libre accès aux loisirs existants. Plus de porte fermée à cause de notre teint basané.

Mise à la disposition de locaux et équipements permettant une expression entre jeunes Français et immigrés. Nous voulons des foyers pour nous réunir et des activités plus adaptées (sport, théâtre, musique, danse, etc.) et gratuites.

Mise en application de la législation anti-raciste et répression effective des actes racistes. Trop de crimes sont restés impunis et tolérés à l'encontre des immigrés.

Halte à l'incitation à la haine raciale ! Arrêt des insultes et brutalités policières envers les immigrés. Si l'on est exclus socialement, en revanche, on est prioritaire quand il s'agit d'être contrôlés injuriés et de recevoir des coups.

Meilleure communication avec la population française, facilitée par une information objective sur les différentes cultures des populations immigrantes. Nous voulons un système administratif simplifié et plus accueillant. On apprend à être libre et tolérant en passant par la reconnaissance de la différence.

Non aux expulsions ! Français, immigrés, unissons-nous !



A Lyon, cinq mille personnes manifestent leur soutien

« Nous voulons pouvoir vivre en France dans l'égalité des droits et le respect de chacun ». Tels étaient les derniers mots de l'intervention du comité de soutien aux grévistes de la faim, mercredi 22 avril, à l'issue d'une manifestation appelée par une quarantaine d'organisations, d'associations, de comités de quartier et de centres sociaux.

Et ce sont près de cinq mille personnes qui ont affirmé, ce soir-là, leur volonté de s'opposer aux expulsions, aux lois racistes, et, lutter pour l'égalité des droits entre tous les travailleurs.

Cortège dynamique, à l'image de ce groupe de jeunes Maghrébines regroupés autour de la sono CFDT, scandant avec enthousiasme les slogans. Cortège populaire, à l'image de ce coude-à-coude où se retrouvaient mêlés de nombreuses femmes maghrébines et des travailleurs immigrés — ces derniers largement présents — des militants français d'associations de solidarité, et puis tous ceux qui entendent imposer le droit pour les filles et fils d'immigrés de pouvoir vivre en France. Cortège important par sa diversité enfin, ce qui

atteste de l'ampleur du soutien, quelles que soient les sensibilités religieuses et politiques de chacun.

Notons malgré tout l'absence, une nouvelle fois, de l'Union Départementale CGT et du PCF. Absence d'un combat essentiel, qui ne souffre aucune justification, aucun anathème, aucun manquement.

Après la journée du samedi 25, où se tenait un jeûne public et collectif place Bellecour à Lyon, d'autres initiatives de soutien sont en cours de préparation.

L'enfant miraculé d'Augustin Gomez-Arcos

« JE VIVRAI ! »

AUGUSTIN Gomez-Arcos a fui l'Espagne et vit à Paris depuis 1958 où il publie désormais en français. Dans le grand désert littéraire de l'après-franquisme, son œuvre constitue une analyse originale, sans concession et lucide de la réalité espagnole d'aujourd'hui, la mise en cause de structures institutionnelles et idéologiques issues du franquisme, le dénonciation enfin de ce qui subsiste quand tout semble avoir changé : le fascisme ordinaire, celui là même qui demeure, affaibli mais bien vivant au sein de chacun toujours menaçant.

Avec son dernier roman, *L'enfant miraculé*, Gomez-Arcos s'attaque à ce qui est depuis longtemps, chez lui, un thème récurrent : l'oppression de la femme dans l'Espagne d'aujourd'hui et d'hier — peu importe, signifie l'auteur par son imprécision.

Quelque part, dans le sud, sans doute, une grande demeure aux allures de forteresse à l'épreuve du temps :

Au sein de la demeure, une pièce aux volets clos, lieu obsessionnel pour tous, où gît Adelaïda, la seconde fille de Soledad, qui « pourrit », et saigne depuis la naissance de la petite Juliana dont on se prépare à célébrer l'anniversaire. Née un quinze août, celle-ci, tout naturellement est consacrée à la vierge. Messe, banquet, bal, dévotions de toutes sortes marquent cette journée, au terme de laquelle la petite, obéissant à l'appel de ses sens, accepte de suivre Noro, le jeune domestique. Consentante d'abord, « les fermes propos de chasteté de sa confession d'anniversaire envahissent à nouveau sa mémoire, s'en emparent. Elle les sent répandre dans son corps l'honneur de la cassure. Irrémédiable ! ». Elle se débat et crie. Promptement arrêté le malheureux est expédié en maison de correction.

De ce qui n'aurait pu être qu'un incident banal, la famille fait une catastrophe irrémédiable. Le procès est odieux. Exposée aux regards de ces hommes qui la jugent sans complaisance, elle, la victime, se retrouve accusée. Elle apprend « que la femme ne pourra jamais être soi-même, qu'elle n'en a pas le droit. Un corps dépendant du bon vouloir des hommes ». Pour échapper à la honte, elle doit se conformer à l'image que sa tante Dolores, la bigote accomplie, veut donner d'elle : une miraculée, une sainte. N'a-t-elle pas puisé en Dieu la volonté de résister à la souillure.

Juliana, désormais, se raccroche à la dévotion. Elle s'agrippe à son enfance, s'obstine à porter ses robes de fillettes dans une tentative pathétique de régresser avant « cette nuit-là... ». Sa

haine subsiste pourtant, contenue et toujours vivante. Elle sourd de ses regards, obstinément baissés. Elle la chuchote à sa mère, comme elle victime des autres, la murmure dans le secret du confessionnal et la crache à la face de Soledad, mourante. Adulée, par le village, elle indispose bientôt. Son outrage inquiète puis fait peur. Rejetée par tous, elle décide de vivre. Dans une scène qui apparaît comme le contre-point exact des cérémonies de son anniversaire, elle apparaît, un soir, revêtue des vêtements d'apparat de la vierge qu'on vient de célébrer. Elle accuse : « Vous, les salauds !... ». Elle échappe au lynchage et s'enfuit vers la ville en compagnie d'un forain. Ivre-mort, celui-ci s'avère incapable de la satisfaire. Juliana, devenue désormais Juliana la Sanglante, se venge sur lui de tous les hommes dont elle a subi la loi, de toutes les femmes aussi. Elle poursuit son chemin vers le port, vers les navires en partance et, dans son nouveau désir de vivre, « devient phare, bûcher, cri de liberté dans ce matin nouveau ».

Gomez-Arcos accumule ici outrances, blasphèmes et violences en une écriture étrange où se mêle réalisme et baroque, humour et férocité. Par la peinture d'un cas limite qu'il situe aux frontières du pathologique, il souligne d'un trait, que certains ont jugé simplifié, ce qui pourrait demeurer invisible. « *L'enfant miraculé* » apparaît comme le miroir grossissant, et déformant, dans lequel se reflète et se tord un univers longtemps figé dans l'oppression, le désir refoulé, la honte et la haine. Au-delà de la peinture morbide et complaisante d'une mythologie déjà présente chez Bunuel, Arrabal et bien d'autres, Gomez-Arcos se livre ici à l'analyse lucide de ce qui dure mais aussi de ce qui bouge. Permanence des vieilles structures, vies piétinées, sans doute, mais que travaillent d'implacables mutations. Dona Soledad meurt au terme d'une interminable agonie. Sa petite fille, Andrea lui succède, soucieuse de rentabilité. Les machines agricoles font leur apparition sur la terre ancestrale. Les disputes éclatent au sein du clan. Ines, la nouvelle domestique se rebiffe. Le clergé est en crise. Là-bas, sous les vieux ormes de l'esplanade, la jeunesse danse sur des rythmes étranges. Dans l'église déserte, Juliana s'est mise nue, « dorénavant, il s'agit de fournir des réponses à six ans, à toute une vie de silence ».

Alain PARIS

Augustin Gomez-Arcos
L'enfant miraculé
288 pages
Editions Fayard

« PAS D'ISSUE DANS LE CADRE DE CETTE CONSTITUTION »

Interview de J.A. Barandiaran, membre du Comité Exécutif de Herri Batasuna

Propos recueillis par Frédéric FERRER

Si, de plus en plus clairement, le nationalisme basque apparaît comme la plus grave menace pour la bourgeoisie espagnole, c'est d'abord à cause de sa composante la plus radicale dont ETA militaire est l'expression la plus connue. Mais, à côté d'elle, se situe une force légale qui joue un rôle électoral et de mobilisation populaire. Herri Batasuna (Unité Populaire) est une coalition électorale dont les succès ont été constants au travers des différents scrutins qui se sont déroulés depuis la mort de Franco. Première force de gauche, deuxième formation d'Euskadi, elle compte plusieurs députés, (qui refusent de siéger aux Cortes de Madrid comme au Parlement Basque) et de nombreux élus municipaux. Elle s'affirme de plus en plus comme le pôle de regroupement de tous ceux qui, en Euskadi, se réclament de la « rupture » que ce soit sur le plan national ou social. En témoigne le fait que des villes ouvrières comme Baracaldo dans la banlieue de Bilbao où sont particulièrement nombreux les immigrés d'origine non-basque aient un maire d'Herri Batasuna. J.A. Barandiaran, membre de la commission exécutive d'Herri Batasuna nous précise les analyses et les perspectives de son courant, sur lesquels nous reviendrons.

Propos recueillis par Frédéric FERRER

► On vous accuse souvent de tenir un discours simpliste de vous en tenir au slogan « Ici, rien n'a changé ». Qu'en est-il ?

Mais c'est qu'effectivement, ici rien n'a changé. Regarde, les partis indépendantistes sont toujours illégaux. Nous n'utilisons les locaux où nous te recevons que le temps strictement nécessaire à cause des menaces du « bataillon basco-espagnol », toutes les manifestations que nous organisons, comme le dernier « Aberrri Eguna » (1) de Guernica sont interdites. Cela en ce qui nous concerne puisque, bien sûr d'autres ont été légalisés, mais nous sommes la première force de gauche et la deuxième d'Euskadi... Voilà la « démocratie » que Madrid nous impose, avec plus de policiers ici que du temps de Franco...

► Mais le statut d'autonomie n'est-il pas le commencement d'une reconnaissance des droits nationaux du peuple basque ?

En rien, il s'agit en tout et

pour tout d'une simple décentralisation administrative. Il faut rappeler qu'en Euskadi-sud, la constitution a été rejetée majoritairement par Herri Batasuna et le PNV, Euskadiko Eskerra et les organisations qui sont à la gauche du PCE, qui appelaient à l'abstention parce qu'elle ne reconnaît pas les droits minimaux du peuple basque.

Malgré cela, on a négocié un statut d'autonomie qui se situe dans le cadre de cette constitution et les compétences octroyées par le pouvoir central ne peuvent donc dépasser les limites fixées par celle-ci.

Concrètement, ce statut ne reconnaît pas le droit d'auto-détermination, ni la souveraineté nationale d'Euskadi, il maintient l'Euskara (langue basque) dans un rôle de second ordre et laisse de côté la Navarre qui est aussi une province basque. Quant à la police et même au droit de convoquer des référendums ils restent la seule compétence de Madrid.

En fait, le gouvernement autonome ne reçoit aucune compétence politique et pratiquement aucune dans l'ordre économique. Les « conciertos economicos »

récentement négociés se réduisent à cela que le gouvernement basque recouvrera l'impôt, en reversera la plus grande partie à Madrid et n'en gardera qu'une quantité infime.

► Quel pourcentage ?

Eh bien, cela fait deux mois que ces accords ont été passés et le PNV (2) a eu le culot de ne pas le faire connaître, c'est dire s'ils en sont fiers...

En fait, ce sont toujours les gouverneurs civils (préfets) qui dirigent ici. On l'a bien vu pour l'interdiction de notre Aberrri Eguna dans laquelle le gouvernement autonome n'a eu aucune part. Quelle sorte d'autonomie est-ce là ?

► Face à cela, quel est votre projet ?

Notre programme est simple, c'est la rupture démocratique avec le vieux régime. Nous assumons pour cela l'alternative tactique de la KAS (3) : amnistie totale, statut d'autonomie large incluant la Navarre, reconnaissant la souveraineté nationale d'Euskadi et son droit à l'autodétermination, expulsion des forces d'ordre public de la terre basque, amélioration générale des conditions de vie de la classe laborieuse, légalisation de tous les partis indépendantistes, paralysation de la centrale nucléaire en construction de Lemoniz.

En dehors de cette alternative dont le contenu est très populaire en Euskadi, et qui rend possible une véritable rupture, il n'y a pas de véritable démocratie dans ce pays.

► Comment espérez-vous pouvoir la faire passer dans la vie ?

Par l'intervention politique, la lutte des masses et la lutte dans les institutions que nous utilisons, nous pensons forcer le gouvernement à négocier.

► Pour cela il faudrait que le rapport de forces actuel évolue considérablement et en particulier que votre représentativité soit encore bien plus large...

Nous pensons que le rapport de forces actuel peut changer.

Aujourd'hui, il est manifeste que le réformisme crée un désenchantement général, chacun expérimente que la réforme n'offre réellement aucune issue.

Depuis longtemps il y a dans ce pays un débat théorique entre ceux qui disent qu'il est possible d'utiliser les institutions et les autres.

Nous, nous avons toujours dit avec sincérité que par le moyen de cette constitution, on ne pouvait rien obtenir. Chaque jour plus nous apparaissions comme ceux qui matérialisent l'alternative rupturiste.

Aujourd'hui, chacun peut voir que ce que nous disions était correct alors que le gouvernement basque n'a aucun pouvoir, serait-ce pour interdire ou autoriser une manifestation... Certains qui pensaient que le PNV était un moindre mal reconnaissent aujourd'hui qu'on ne peut rien faire.

► Aux lendemains du coup d'Etat de Tejero el Armada, il y a eu d'imposantes manifestations dans les plus grandes villes d'Espagne, mais pas au Pays Basque, n'est-ce pas inquiétant ?

Non. De ce point de vue, il y a une manœuvre très claire. D'une part, l'utilisation du coup d'Etat comme épouvantail, pour exercer un chantage sur le peuple basque, et l'obliger à en rabattre de ses objectifs. D'autre part, une tentative pour le faire descendre dans la rue défendre la constitution. Or c'est cette constitution et le gouvernement lui-même qui sont les premiers ennemis du Peuple basque. Or on ne peut pas dire que le coup d'Etat ait vraiment échoué si l'on voit que sa finalité en Euskadi, la destruction physique et organisationnelle de la gauche abertzale représentée par Herri Batasuna et la KAS, est aujourd'hui pleinement assumée par le gouvernement. Mais nous sommes confiants dans l'échec de cette tentative, tout indique en effet, que notre base sociale va plutôt en s'élargissant. Lors de la mort d'Arregui, ce sont 15 à 20 000 personnes qui, par exemple, ont défilé avec nous dans la province d'Alava alors qu'aux élections de 1979 nous n'y avions obtenu que 13 000 voix.

► Comment comprenez-vous le rôle d'ETA dans cette lutte ?

Quant à nous, nous pensons que le débat sur la violence en Euskadi doit être posé dans toute son ampleur. La première violence que subit ce pays c'est celle de l'Etat qui impose sa domination, son appareil fasciste malgré la volonté du peuple basque.

La lutte armée menée par ETA a joué un rôle indispensable pour détruire la dictature, en exécutant notamment celui qui incarnait la succession selon Franco : l'amiral Carrero Blanco. Elle continue aujourd'hui pour arracher les objectifs tactiques et stratégiques de la KAS dont ETA est membre. Quant à elle, l'organisation armée a indiqué elle-même qu'elle continuerait ses actions militaires tant que ses objectifs n'auront pas été obtenus.

► Pourtant, des manifestations ont eu lieu contre les actions d'ETA, en particulier contre le meurtre de Ryan, ingénieur en chef de la centrale nucléaire de Lemoniz.

D'abord, si ces manifestations ont rassemblé beaucoup de gens il y en a eu moins que la presse ne l'a dit et en tous cas moins que quelques jours plus tard pour protester contre la mort d'Arregui sous la torture, personne en Euskadi ne dira le contraire.

Quant au fond, je pense que ces manifestations constituent une erreur politique des forces qui les ont invoquées : on prend ETA pour cible, alors qu'en réalité l'ennemi principal, c'est l'Etat.

En réalité, ses partis cherchent à se dédouaner, à faire oublier leur échec en faisant porter la responsabilité à ETA. Mais je pense qu'en fait, ils sont conscients du fait qu'ils n'ont rien obtenu.

1) Aberrri Eguna : « jour de la patrie », fête nationale basque.

2) PNV : Parti nationaliste basque, de centre-droit, dirige le gouvernement autonome.

3) KAS : Coordination patriotique socialiste regroupant plusieurs organisations indépendantistes dont ETA militaire. Son alternative stratégique se résume en quatre points : Euskadi indépendante, réunifiée, socialiste et euskaldun c'est-à-dire culturellement basque.

QUESTIONS BASQUES

(1) Aberri Eguna 81 : répression, divisions, solidarité

Samedi 18 avril, veille d'Aberri Eguna (le jour de la patrie) le vieux quartier de San Sebastian. Dans ces quelques rues piétonnes où les groupes d'hommes, les « cuadrillas » de jeunes basques, vont de café en café en parlant fort, réside, dit-on, le cœur du nationalisme basque. Dans un bar de la rue Fermin Calbeton, au-dessus du téléphone qui repose sur le comptoir, deux pages de magazine sont affichées : en couleurs, le cadavre de « l'etarra » Joseba Arregui, couvert de plaies. Cinq ans après la mort de Franco, la répression et la torture sont toujours là, comme clouées dans le quotidien.

Certes, au fil des jours, elles se sont faites plus discrètes : même le sinistre uniforme des « grises » a fait place à une tenue qui se veut moins inquiétante ; quant aux flics eux-mêmes ils portent volontiers barbe et cheveux mi-longs sous leur béret noir. Mais que la tension se fasse un peu vive aux abords du vieux quartier et il n'est plus question d'ignorer leur surveillance : les colonnes de voitures crème qui stationnent ordinairement sur les hauteurs de la ville sillonnent San Sebastian toutes sirènes hurlantes.

Un reportage de Frédéric FERRER

CI, chacun sait qu'il y a deux fois plus de policiers en Euskadi que du temps de Franco, sans parler de l'armée qui désormais patrouille dans les montagnes. Autre image du passé : le barrage de police qui nous empêche de rejoindre Guernica où Herri Batasuna (1) appelle à manifester. Un garde civil veille, debout sur un mur, le doigt sur la détente de son fusil d'assaut. Dans la petite ville de Guernica, seule la police pourra manifester avec ses fourgonnettes remplies d'hommes en armes et ses dernières acquisitions, les « tanquetas » : petits véhicules blindés d'où une escouade de flics armés jusqu'aux dents peut tirer une balle en caoutchouc à l'abri de la riposte. L'Aberri Eguna 1981 pour plus d'un militant basque, ressemblera à ceux de l'époque franquiste.

Collaborations

Grande différence pourtant, puisqu'à quelques kilomètres, dans le hall de la foire-exposition de Bilbao, le Parti Nationaliste Basque, peut tenir une grande kermesse sous la présidence du « Lendakari », le président du

gouvernement basque autonome. La répression, c'est pour ETA et ses partisans, qu'il s'agit d'isoler au maximum. Grande différence, puisque les Basques qui étaient alors unis contre la dictature apparaissent divisés et que la police de Madrid est aujourd'hui relayée par des partis d'opposition, tels le PSOE dont le leader Enrique Mugica se fait fort d'être un ministre de l'Intérieur bien plus efficace que l'actuel ou ce député du PCE qui prépare un voyage à Paris dans le but d'exiger du gouvernement français une meilleure collaboration avec Madrid dans la lutte contre ETA.

A la base d'un tel raisonnement, l'idée que la lutte armée, en provoquant les militaires, fournissait sa justification à un nouveau coup d'Etat. Nul doute que ses idées ne fassent écho dans la population basque, après les importantes manifestations convoquées par les constitutionnalistes et le PNV contre les actions d'ETA. Et même si la riposte à la mort sous la torture d'Arregui les ont quelque peu éclipsées. Le PNV, dont l'implantation et l'influence sont patentes (ses locaux ou « batzoki » sont de véritables institutions



« Jour de la Patrie, jour de lutte » : dans les rues de Durango, l'Aberri Eguna de Herri Batasuna

présentes dans les moindres villages) ne multiplie-t-il pas les déclarations contre ETA, accusée de colporter la révolution et le marxisme sous le manteau du nationalisme. Ne vient-il pas de se déclarer prêt à assumer seul la répression anti-ETA en lieu et place de Madrid ?

Pourtant, malgré ses conditions défavorables et alors que le statut d'autonomie peut paraître ôter toute justification à l'action d'ETA, on peut être certain que cette tentative d'isolement n'aboutira pas de si tôt.

Militant, pas indic

La première raison, c'est Antton Jaime, président du Guipuzcoa Buru Batzar, comité provincial du PNV qui me l'a indiquée : « Nous en avons assez expliqué, que l'on nous demande une plus grande collaboration avec la police, on veut faire de nous des indicateurs de police, mais nous ne sommes pas un groupement d'indics, nous sommes un parti politique. La vérité, c'est que la population entière refuse de collaborer avec la police, et la raison en est simple : on continue d'appliquer les mêmes méthodes qu'à l'époque du franquisme et donc la population n'a pas confiance ». La récente nomination du commissaire Ballestros, directeur de la police au

Pays Basque sous le gouvernement d'Arias Navarro, comme dirigeant de l'état-major anti-ETA ne peut que confirmer ces propos. Mais au-delà, il faut voir que dans ce petit pays de moins de trois millions d'habitants, il s'en faut de peu que chacun ne se connaisse, d'autant que la vie sociale et familiale sont restées intenses à travers de multiples associations culturelles et la culture basque constitue un liant social d'une extrême vivacité. Or les indépendantistes, quelques soient les querelles qui les séparent aujourd'hui des autres familles politiques restent fortement reliés à leur peuple. Pour le comprendre sans doute faut-il avoir vécu une manifestation comme celle de cet Aberri Eguna 1981 à Durango.

Toutes les classes, tous les âges

C'est là que Herri Batasuna a finalement convoqué sans autre méthode que le bouche-à-oreille qui fonctionne beaucoup au pays Basque. A l'heure dite, deux à trois mille personnes se forment en groupe compact sur le pavé. Et pendant une demi-heure on défiera la police qui sillonne les environs. Ce qui frappe dans ce rassemblement, ce n'est pas d'abord son exceptionnelle détermination, c'est la présence, coude à coude de toutes les

classes d'âge de toutes les conditions populaires. Les jeunes de 20 ans, mais aussi des personnes âgées, des femmes qui accusent la cinquantaine et qui, poing levé, ne sont pas les dernières à crier « Gora ETA militarra », (Vive ETA militaire), « Vive Euskadi libre et socialiste ! » Pour la mort d'Arregui, ils étaient cent mille peut-être à crier les mêmes slogans dans les 4 provinces d'Euskadi-sud.

En fait cette solidarité du peuple basque est clairement perceptible des forces de répression elles-mêmes comme en témoigne cette réflexion d'un militaire extraite d'un rapport sur le moral détourné par un quotidien madrilène : « Il est préoccupant de constater que le gouvernement impulse lui-même la création d'une police autonome alors que l'on arrête des policiers municipaux basques membres d'ETA. Le sentiment général est que l'on est en train de jeter les bases de l'armée ennemie ». Sans donner plus de crédibilité qu'elle n'en mérite à cette déclaration, voilà qui permet de mesurer l'ampleur du problème posé par la question basque, à l'heure où l'armée voit son rôle de plus en plus renforcé en Espagne.

1) Herri Batasuna : « Unité Populaire », coalition indépendantiste favorable à ETA militaire.